

COMBATTRE L'EXTRÊME DROITE AVEC LES ARMES DE LA LUTTE DE CLASSE

UN BUDGET DE GUERRE AUX TRAVAILLEURS

RÉVOLUTIONNAIRES

44 30 OCTOBRE 2025 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

**L'impérialisme
à l'offensive,
les peuples
à la
riposte !**

ÉDITORIAL

Trump a déployé un porte-avions au large du Venezuela et ordonné le bombardement de bateaux dans la mer des Caraïbes, tuant leurs occupants aussitôt qualifiés de narcotrafiquants – sans preuve, peut-être s'agissait-il d'ailleurs de simples pêcheurs. Il annonce une opération de la CIA contre le président vénézuélien et menace le chef d'État colombien, accusé de complicité avec le narcotrafic. Trump rappelle sans fard que l'Amérique latine est l'arrière-cour des États-Unis où les entreprises américaines doivent pouvoir se déployer sans contraintes.

LES APPÉTITS IMPÉRIALISTES SE DÉCHAÎNENT

La lutte contre la drogue n'est qu'un prétexte : Trump veut des gouvernements latino-américains à sa botte pour piller le pétrole au Venezuela, les terres et leurs richesses partout dans le continent. Les populations des pays pauvres dont le sous-sol regorge de richesses sont les premières victimes des appétits des impérialismes, qui sont prêts à tout pour leur imposer la soumission. On le voit jour après jour en Palestine, à Gaza, où l'armée israélienne, bras armé de l'impérialisme, se livre à un génocide pour étouffer toute aspiration au changement dans un Moyen-Orient riche en pétrole.

DE LA KANAKY À L'AFRIQUE, L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS À LA MANŒUVRE

La France n'est pas en reste. En Kanaky-Nouvelle-Calédonie, le gouvernement veut accorder de nouveaux droits aux colons, marginalisant encore davantage le

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

POLITIQUE	p. 1 à 4	INTERNATIONAL	p. 5 à 7	DOSSIER	p. 8-9	PREMIÈRES LIGNES	p. 10 à 12	HISTOIRE	p. 13 à 15
Éditorial L'impérialisme à l'offensive, les peuples à la riposte	Le « contre-budget » du RN : encore plus pro-patronal que celui de Lecornu ! LFI : un autre budget capitaliste est possible ! La justice française face au consentement Macron et Lecornu veulent faire passer en force le maintien colonial de la France en Kanaky	La mobilisation en soutien du peuple palestinien doit continuer ! Sanctions contre la Russie : Trump deale pour les oligarques américains Maroc : le roi réprime mais les manifestations continuent Madagascar : l'armée tente de récupérer la révolte	Présidentielle en Côte d'Ivoire : la Françafrique garde un bastion Pérou : état d'urgence, mais urgence sociale ! Venezuela, Colombie : un tournant dans l'offensive de l'impérialisme américain Argentine : une défaite du péronisme plus qu'une victoire de Milei	COMBATTRE L'EXTRÊME DROITE AVEC LES ARMES DE LA LUTTE DE CLASSE États-Unis : le Parti démocrate ne propose rien de sérieux face à l'assaut de l'extrême droite Allemagne : l'AfD continue à s'ancrer dans le paysage L'extrême droite veut un Torre-Pacheco global Glossaire	Les directions syndicales ont piscine Édouard Geffray, un ministre qui juge la situation de l'école « inquiétante »... et supprime encore 4 000 postes ! Les patrons et les gouvernements qui nous attaquent ont trop besoin de l'obscurantisme Les titres-restaurant c'est bien... le salaire c'est mieux ! Grève des conducteurs des porte-véhicules à Stellantis	Teisseire (Grenoble) : grève contre les licenciements Grève à La Poste de Paris 17 contre la présence d'amiante et contre les réorganisations sauvages Émergence-s (Seine-Maritime) : une nouvelle grève contre la casse du social Rencontres nationales du travail social : trois jours de grève en décembre	Vingt ans après la mort de Zyed et Bouna Madagascar : une chasse-gardée de l'impérialisme français Maroc : 70 ans de monarchie mise en place par la république française Livres · Films		
								NPA JEUNES-R	p. 16
								Refusons la mise au pas des universités réalisée pour le patronat Violences sexistes dans nos facs : on ne se taira pas ! Solidarité contre la répression des mobilisations étudiantes à Athènes !	

» SUITE DE L'ÉDITORIAL

peuple kanak sur ses propres terres. Conscient que cette décision peut rallumer les émeutes de l'an dernier, il a laissé en place un dispositif policier et militaire massif. En Afrique, où se livrent de véritables guerres des matières premières, l'impérialisme français maintient des troupes partout où il le peut encore. Les travailleurs français et les peuples kanak ou africains font face à la même bourgeoisie française et à sa rapacité.

LES PEUPLES RELÈVENT LA TÊTE

Aux États-Unis mêmes, l'administration Trump multiplie les raids contre les migrants, licencie des dizaines de milliers de fonctionnaires et s'attaque au système de santé bénéficiant aux plus précaires, prélude à de nouvelles offensives contre tous les travailleurs. Les travailleurs américains et les peuples d'Amérique latine subissent le même ennemi : la bourgeoisie américaine.

Mais, aux États-Unis, sept millions de manifestants ont défilé le 18 octobre pour dire leur rejet d'un gouvernement qui s'en prend aux pauvres pour arroser les riches. Trump s'est grossièrement moqué d'eux, y voyant la main des Démocrates. Mais c'est peut-être le début d'un ras-le-bol généralisé non seulement contre la politique de Trump mais aussi celle de son prédécesseur.

La révolte gronde dans de nombreux pays. À Madagascar, les jeunes de la GenZ ont fait tomber le gouvernement malgré la répression. Au Pérou, la mobilisation sociale a renversé la présidente. Au Maroc, la jeunesse a imposé, malgré la répression, des mesures sur la santé et l'éducation. Au Népal, le gouvernement corrompu a été littéralement balayé, les jeunes mettant le feu à tous les symboles du régime. Depuis plusieurs années, la liste des « Trump » locaux renversés par la colère populaire est longue. Ici même, la mobilisation contre la réforme des retraites de 2023 a provoqué des remous qui se font ressentir jusqu'à la crise gouvernementale actuelle, même si les travailleurs n'ont pas remporté de victoire significative pour le moment.

Les bourgeoisies impérialistes sont à l'attaque : dans les pays riches, contre les travailleurs et les classes populaires ; dans les pays pauvres, contre les peuples pour éliminer tout obstacle à leur pillage. Mais la partie est loin d'être jouée ! À l'internationale réactionnaire des Trump et des Macron, opposons la solidarité internationale des peuples ! Et organisons-nous politiquement pour que nos grèves, nos mobilisations sociales et nos révoltes puissent enfin converger pour nous permettre de nous débarrasser du capitalisme.

• 28/10/2025

Prison « quatre étoiles » pour Sarkozy

Droite et extrême droite dénoncent à l'envi les prisons « quatre étoiles » dans lesquelles se prélasseraient les prisonniers aux frais de la société. Cette posture démagogique n'a rien à voir avec la réalité sordide de prisons surchargées, aux conditions d'hygiène déplorables.

Pourtant aucune voix du camp réactionnaire ne s'élève contre les conditions ultra-privilegiées dont bénéficie Sarkozy à la Santé : cellule individuelle, téléphone fixe, parler trois fois par semaine, sans oublier... deux officiers de police qui occupent la cellule voisine pour, paraît-il, assurer sa sécurité. Le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a beau affirmer, sans rire, que Sarkozy est « évidemment un citoyen comme les autres », on ne connaît pas beaucoup de condamnés qui, avant d'être incarcérés, ont été reçus par le président de la République et ont eu droit à la promesses de visites du ministre de la Justice et à des messages de soutien de tous les ténors de la majorité.

Il y avait pourtant eu une étonnante succession de hasards pour que le silence se fasse sur le financement libyen

de sa campagne électorale : Choukri Ghanem, ministre du Pétrole de Khadafi, s'est bêtement noyé à Vienne en 2012 ; Ziad Takiedine s'est caché au Liban jusqu'à sa mort après avoir déclaré, puis s'être rétracté, avoir transporté des valises de billets ; le principal témoin, Kadhafi lui-même, a été opportunément exécuté en 2011 au cours d'une guerre déclenchée à l'instigation, entre autres, de... Sarkozy. Las, ça n'a pas suffi...

Alors on a assisté à ce spectacle digne du théâtre de Guignol : Sarkozy quittant son domicile du 16^e arrondissement pour la prison, dispensant généreusement saluts et poignées de main. Le malfaiteur a emporté une « biographie » de Jésus et les deux tomes du *Comte de Monte-Cristo*. Au moins, il n'a pas peur du ridicule ! Mais il ne sera sans doute pas obligé de s'évader comme Edmond Dantès du château d'If, sa demande de mise en liberté ayant de bonnes chances d'aboutir.

MICHEL GRANDRY • 28/10/2025

Prisons : les hauts murs de la honte

Loin de la prison de luxe de Sarkozy, les conditions d'incarcération de l'immense majorité des détenus en France sont unanimement jugées indignes. Il faut dire que, dans tous les pays, les prisons ont été construites pour y jeter les pauvres qui ne filent pas droit. Ceux qui atterrissent pour la première fois en prison ne sont, dans leur majorité, ni des bourgeois pris la main dans le pot de confiture, ni les caïds du grand banditisme : pour un Sarkozy incarcéré, combien de gamins des classes populaires ? Pour qui les conditions mêmes d'incarcération font des prisons une école du crime...

Le 30 mai 2020, la France était condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour ses prisons indignes. L'État français était sommé de prendre des mesures pour mettre un terme à la surpopulation carcérale. Quand Nicolas Sarkozy occupe une cellule à lui tout seul, équipée de toilettes et d'une douche individuelle, la surpopulation carcérale oblige la majorité des prisonniers à partager à deux ou à trois une cellule de 9 m² équipée de toilettes sans séparation, ne leur laissant aucune intimité. 3 000 personnes dorment chaque nuit sur des matelas posés sur le sol de cellules dans des bâtiments vétustes et insalubres, infestés de rats et de cafards, non isolés du froid l'hiver et des canicules l'été, en proie à l'humidité.

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 44 • 30 OCTOBRE 2025 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR
« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901.
ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66



CENTRE PÉNITENTIAIRE DE FRESNES.

Budget Lecornu : une attaque féroce

Le 17 octobre, l'agence Standard & Poor's a abaissé la note de la France en raison d'une « incertitude élevée » sur ses finances publiques. Les milieux financiers rappellent leur mission à Macron et Lecornu : s'attaquer toujours plus fort aux travailleurs et travailleuses.

COUPES ET MAUVAIS COUPS

Consigne entendue ! Dans l'éducation, le gouvernement s'apprête à supprimer 4 000 postes d'enseignants et à ralentir le recrutement des accompagnants d'élèves en situation de handicap.

L'augmentation du budget des hôpitaux est limitée à 1,6 %, alors que les seuls besoins démographiques nécessiteraient au moins 5 %.

Les salaires de la fonction publique n'augmenteront pas de sitôt, à l'instar des allocations familiales, des bourses étudiantes ou des pensions de retraite, qui seront sous-indexées par rapport à l'inflation de 0,4 %, à partir de 2027. Les apprentis verront même leur salaire net baisser !

Les étudiants étrangers hors Union européenne non boursiers perdront leurs aides pour le logement (APL) et les étrangers devront payer davantage de frais pour les demandes de titres de séjour.

Même les tickets resto et les chèques vacances vont être taxés à 8 % !

Le projet de financement de la Sécurité sociale prévoit plus de 7 milliards d'euros d'économies, avec le doublement des franchises médicales et du reste à charge sur les médicaments, les transports sanitaires, les consultations médicales, et maintenant les dispositifs médicaux, comme les prothèses.



Les personnes atteintes d'une affection de longue durée perdront l'exonération d'impôts sur leurs indemnités journalières.

Non, ce budget n'est pas une « avancée » sous prétexte qu'il contiendrait la « suspension » de la réforme des retraites de 2023. Comme Macron l'a lui-même rappelé, il s'agit d'un simple report de deux ans et le nombre de trimestres nécessaires pour obtenir une retraite pleine continuera d'augmenter.

Une grossière manœuvre approuvée par le PS et l'intersyndicale, mais pas par les travailleurs !

JEAN-BAPTISTE PELÉ • 28/10/2025

LE « CONTRE-BUDGET » DU RN : ENCORE PLUS PRO-PATRONAL QUE CELUI DE LECORNU !

Le 23 octobre, lors d'une conférence de presse à Paris, Marine Le Pen et Jean-Philippe Tanguy ont présenté, au nom de leur groupe parlementaire, un « contre-budget » alternatif à celui de Lecornu. La mise en scène, avec pupitre, diaporama et graphique participait du concours « pour le premier de la classe »... pour bien servir les intérêts des riches et des patrons.

Pour faire plus fort que l'élève Lecornu, il a fallu loucher largement sur sa copie puis en rajouter des couches un peu plus « personnelles » : Lecornu a dit vouloir ramener le déficit à 143 milliards, Le Pen couperait 36 milliards de plus en le ramenant à 107 milliards !

Pour obtenir ces coupes supplémentaires, le RN met d'abord en avant sa vieille antienne de la « préférence nationale » avec 12 milliards (sans donner évidemment le moindre fondement économique à ce chiffre) qui seraient récupérés par la suppression « d'aides sociales aux immigrés ». Cela passerait par le renvoi des étrangers sans emploi depuis un an et le conditionnement des prestations non contributives aux étrangers travaillant depuis cinq ans sur le sol français. Le message délivré est dans l'air du temps : il faut taper sur les pauvres, les étrangers, les immigrés et en finir avec les aides sociales en général. Ce serait aussi une baisse de 3,2 milliards des subventions aux associations. Pour le RN, clairement ciblées sont : celles dédiées à l'hébergement d'urgence (déjà saigné à vif), accusé de ne « profiter » qu'aux étrangers sans papiers, et aussi celles de défense de l'environnement. L'écologie n'est décidément pas l'amie du RN, puisque celui-ci propose de gratter 7,7 milliards d'euros d'économies sur les organismes publics, dont les agences environnementales comme l'Office français de la bio-

diversité (OFB) et l'Agence de la transition écologique (Ademe). Le RN veut supprimer les deux. L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), l'Agence de l'eau et les parcs nationaux sont aussi menacés. Haro sur les pauvres, les étrangers et l'environnement : il ne reste plus au RN qu'à interdire toute référence au genre, et on aura du Trump en traduction française...

Fidèle à la stratégie de rapprochement avec le Medef mise en œuvre par le RN ces derniers temps - compatible avec un positionnement opportuniste ne fermant pas la porte à une « union des droites », notamment en cas de Législatives anticipées -, Le Pen propose une baisse des impôts de production immédiate de 16,2 milliards d'euros pour les entreprises. Par contre, le RN a supprimé de ses exigences le doublement de la taxe exceptionnelle sur les entreprises de transport maritime. Et pas question non plus de relever la « flat tax » ou d'encadrer le pacte Dutreil, exonérant la transmission d'entreprise. Le RN est même plus accommodant que le gouvernement actuel avec les grandes fortunes en confirmant son opposition à la taxe sur les holdings patrimoniales, qu'il juge « mal ficelée ». Le Pen et Bardella, c'est donc bien Lecornu en pire.

MARIE DAROUEN • 27/10/2025

La surpopulation se concentre en premier lieu dans les maisons d'arrêt, établissements qui accueillent les personnes condamnées à de courtes peines et celles en attente de jugement, donc présumées innocentes ! Quant à cette pratique de l'exécution provisoire - qui permet de mettre en prison un prévenu alors qu'il peut faire appel et reste donc présumé innocent -, on ne s'en indigne que quand elle touche un notable. Pour les petits délinquants ou simplement présumés tels, plus d'un quart de ceux qui dorment en prison ne sont pas condamnés, et la durée d'attente derrière les barreaux pour passer en jugement ne cesse d'augmenter (26,6 mois en moyenne en 2024 selon l'Observatoire international des prisons).

En 2022, deux ans après la condamnation de l'État français, l'Observatoire international des prisons a publié un rapport, *Dignité en prison*, qui pointe l'inefficacité des mesures prises par les pouvoirs publics pour améliorer les conditions de détention. Avec 71 669 prisonniers pour 60 715 places, le taux d'occupation était de 118 % en 2022 et en moyenne de 139,7 % en maison d'arrêt. Depuis la situation s'est aggravée avec 78 397 détenus dans les prisons pour 62 021 places. Depuis 2020 et la fin du premier confinement dû au Covid, on enferme à tour de bras, sans doute pour donner des gages à la droite réactionnaire et à l'extrême droite, pour montrer que la justice n'est pas laxiste !

Les prisons sont clairement au bord de l'implosion avec leur lot de violences mais aussi de drames et de suicides. La France se trouve au quatrième rang des pays les plus touchés par le suicide en détention.

La surpopulation n'est que l'aspect visible de l'iceberg. Faute de moyens, les conditions de prise en charge des détenus se sont fortement dégradées : carences en matière d'offres d'activités, de travail, de préparation à la sortie, de prise en charge sanitaire...

Lorsqu'on maintient consciemment des personnes dans des conditions matérielles et d'hygiène indignes, en les privant d'intimité, en les privant de toute activité, on bascule dans autre chose qui par bien des aspects s'apparente à de la torture.

Alors quand les chaînes d'info nous montrent en boucle les larmes des soutiens de Sarkozy, elles feraient mieux de pointer leurs caméras sur la réalité de la prison, bien éloignée d'un hôtel quatre étoiles.

JULIETTE STEIN • 27/10/2025

CONTACTEZ-NOUS
courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

Coupon à envoyer à l'adresse :
Les Amis de Révolutionnaires
BP60008 IVRY 94201 CEDEX

Abonnement RÉVOLUTIONNAIRES

Tarif pour le journal papier :

12 mois : ☐ 40€ ☐ soutien 50€
6 mois : ☐ 20€ ☐ soutien 25€

Infos obligatoires :

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Email :
Paiement : ☐ Liquide ☐ Chèque

❶ Pour payer par carte bancaire, rendez-vous sur notre site internet, npa-revolutionnaires.org/abonnement/
❷ Pour payer par virement, envoyer un mail à abonnement@npa-revolutionnaires.org



LFI : un autre budget capitaliste est possible !

Si nous nous retrouvons dans bien des combats avec les militantes et militants de la France insoumise (LFI), son contre-projet de budget 2026 vise avant tout à la rendre crédible aux yeux des capitalistes.

CHANGER SANS LUTTER

LFI propose un budget avec 183,6 milliards d'euros de recettes et 167,9 milliards de dépenses. « Taxe Zucman », rétablissement de l'ISF, plafonnement des héritages, taxes sur les dividendes, nouvelle tranche d'impôts sur le revenu... Elle entend bien faire payer les « ultra-riches » pour assurer embauches, hausses de salaire, titularisations, remboursement des soins, développement des services publics et protection de l'environnement...

Mais comment y parvenir ? LFI voudrait-elle nous faire croire qu'elle obtiendra à elle seule la majorité absolue ? À supposer que cela suffise à imposer de telles mesures à la bourgeoisie qui a tout de même déclenché deux guerres mondiales et d'innombrables massacres et coups d'État pour maintenir ses privilèges ! Mais, même si on a la naïveté d'y

croire, on peut tout de même se rappeler que la gauche était au pouvoir dans les années 1980 et 1990... A-t-elle jamais tenté d'imposer de telles politiques aux capitalistes ? Comment croire qu'il pourrait en aller autrement aujourd'hui ? Les avancées sociales n'ont jamais été imposées que par les grèves et mobilisations de masse. Or, LFI s'adresse bien moins aux travailleurs qu'au patronat, en lui promettant que ces sacrifices lui assureront une nouvelle prospérité, par la relance de la consommation et de l'investissement.

LFI ne reprend même pas les revendications portées par nos luttes : sur les retraites, elle promet d'abord 62 ans, puis 60 ans sans préciser quand, et 40 annuités au lieu des 37,5 qui prévalaient jusqu'en 1993 dans le privé et 2003 dans le public. Sur les salaires, elle se contente d'un Smic à 1 600 euros net, ce qui correspond à la revendication de

2000 euros brut de la CGT, mais reste insuffisant pour se loger et vivre correctement. Et il serait financé en partie (1,6 milliard d'euros) par l'État ; les exonérations de cotisations seraient seulement réduites, non supprimées.

UNION NATIONALE ET IMPÉRIALISME

LFI envisage de nationaliser quelques groupes stratégiques (Engie, Orange, Total...), comme si la propriété publique mettait fin à l'exploitation : bien des grandes entreprises ont été « nationalisées » à un moment ou un autre, sans que cela remette en cause ne serait-ce que leur retour dans des mains privées... La société pétrolière Elf était une entreprise pétrolière publique, aujourd'hui intégrée à la très privée TotalEnergies.

Pour LFI, aucun problème à maintenir la loi de programmation militaire, afin d'assurer « notre souveraineté par la défense nationale, tant militaire que commerciale » face aux États-Unis et de participer aux opérations de l'ONU... Mais que pensent de

l'armée française les populations d'Afrique et les peuples toujours colonisés ? Les travailleurs n'ont rien à voir avec les guerres que mène l'État au nom des capitalistes français !

Pire, LFI prône une « conscription citoyenne » obligatoire de neuf mois, avec formation militaire et idéologique : une mise à disposition de la jeunesse aux mains des brutes galonnées et de leur bourrage de crâne patriotique !

L'hostilité des médias réactionnaires montre que la bourgeoisie ne veut même pas concéder les concessions réclamées par Mélenchon. Mais, en cherchant encore à la convaincre, LFI révèle surtout qu'elle ne croit pas à la capacité de la classe ouvrière à prendre en main ses affaires, et encore moins l'ensemble de la société, c'est-à-dire à renverser ce monde capitaliste.

J.-B. PELÉ • 27/10/2025

La justice française face au consentement

L'entrée dans le Code pénal du consentement comme notion centrale pour définir le viol a été adoptée par l'Assemblée nationale fin octobre. Seuls les députés du RN et de l'UDR présents lors de l'adoption du texte ont voté contre – l'extrême droite reste fidèle à ses idées réactionnaires. La France est largement à la traîne par rapport à de nombreux pays d'Europe. Elle s'était même distinguée en février 2024 en votant encore contre l'introduction de cette notion dans une directive européenne ! Le viol recouvre maintenant « tout acte sexuel non consenti ». Tandis qu'auparavant la loi se focalisait sur l'agresseur qui devait user de « violence, contrainte, menace ou surprise », elle s'intéresse maintenant davantage à la victime, à son consentement... Et, surtout, aux conditions de possibilité de ce dernier. En effet, encore faut-il pouvoir dire « oui » ou « non ».

C'est à la suite de l'affaire dite des « viols de Mazan » qu'un projet de modification de la loi sur le viol a été déposé. Le consentement « libre et éclairé, spécifique, préalable et révoquant » ne peut pas être donné sous la menace, la contrainte ou la soumission chimique. La loi le reconnaît, et c'est une avancée, qui ouvre la possibilité à davantage de victimes de viol d'être reconnues comme telles.



Mais il y a un monde entre le fait de promulguer une loi, et les conditions effectives dans lesquelles seront jugés les crimes que l'on prétend reconnaître par là. De ce point de vue, l'État bourgeois n'est pas à la hauteur de ses prétentions. Cela commence dans les commissariats où il est bien difficile à une femme victime de violences sexistes et sexuelles de seulement se faire entendre, alors qu'elle est justement dans un état d'extrême fragilité. De plus, dans ce monde capitaliste, tout est question de finances : juger un crime coûte cher. Pour exemple, il faut cinq magistrats pour siéger en cour d'assises, qui juge les crimes, contre trois pour une cour correctionnelle, qui juge les délits. Requalifier un viol en délit – en retenant la charge de « violences physiques » ou « atteinte sexuelle » – ou, pire, classer sans suite un dossier peut relever d'une banale économie de moyens.

La « culture du viol » et ses effets ne prendront pas fin à coup de police, de tribunaux ou de prison. Car c'est le produit de cette société de classe, qui obtient la soumission des exploités par l'oppression et la violence. Cette société qu'il sera impossible de renverser par les moyens légaux..

MONA NETCHA • 26/10/2025

MACRON ET LECORNU VEULENT FAIRE PASSER EN FORCE LE MAINTIEN COLONIAL DE LA FRANCE EN KANAKY

Le Premier ministre Lecomru, à peine renommé, avait indiqué deux urgences : le budget, et le projet de loi concernant la Kanaky-Nouvelle-Calédonie. Ce projet de loi enregistre le report au printemps 2026 des élections provinciales prévues le mois prochain. Les députés de la France insoumise ayant déposé plus de deux mille amendements au projet de loi, les macronistes ont utilisé un artifice qui conduit dans les faits à son adoption possible, probable même, en commission mixte paritaire entre l'Assemblée et le Sénat.

Macron-Lecomru veulent entériner le prétendu « accord de Bougival » qui fait la part belle aux « loyalistes », c'est-à-dire aux colons caldoches : élargissement des listes électorales à des colons, rendant les Kanak encore plus minoritaires sur leurs propres terres ; avantages donnés à la province sud, la plus riche, celle qui comprend Nouméa et où la majorité de la population est composée de colons – une situation qui ouvrirait la voie au minimum à une accentuation de l'apartheid social, sans doute même à une sécession appelée de ses vœux par l'extrême droite caldoche dirigée par la présidente de la région Sud, Sonia Backès.

L'accord de Bougival a été rejeté par le FLNKS, la principale organisation kanak. Mais le gouvernement français a réussi à obtenir l'aval du Palika – un des premiers partis indépendantistes, dirigé par Paul Néaoutyine, aujourd'hui sur des positions conciliatrices –, qui a ainsi rompu avec le FLNKS, et des institutions calédoniennes. Il s'appuie là-dessus pour éviter que les élections, en novembre, ne tournent en faveur du FLNKS. Au contraire, en les repoussant et en élargissant le corps électoral, il pourrait obtenir des résultats conformes à ses souhaits.

La ministre des Outre-mer, Naïma Moutchou, a beau déclarer « Je ne ferai pas sans le FLNKS », le gouvernement s'apprête donc à passer en force. Sur place, les loyalistes exultent, tandis que les milliers de flics, gendarmes et militaires envoyés en renfort pour réprimer les émeutes de l'an dernier – déjà provoquées par la volonté de Macron d'élargir l'assiette électorale – sont toujours là. La France coloniale est prête à écraser toute tentative des Kanak de se rebeller contre les diktats de Paris, préparant une domination sans fard des colons sur les parties les plus riches de l'archipel.

Sur place, la colère monte chez les Kanak. À croire que le gouvernement veut provoquer la révolte pour mieux l'écraser et « en finir » avec l'idée même d'indépendance réelle. Pas dit que les choses tournent comme il le voudrait. En tout cas, les populations kanak doivent pouvoir compter sur la solidarité des travailleurs de l'Hexagone. Non au passage en force de la loi coloniale ! **Troupes françaises hors de Kanaky !**

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 27/10/2025

Ras-le-bol des médias
des milliardaires ?

ABONNE-TOI À
RÉVOLUTIONNAIRES



Pour un parti
des travailleurs
et des travailleuses,
**communiste &
internationaliste**



Infos, tarifs et
abonnement



NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



npa-revolutionnaires.org

Maroc : le roi réprime mais les manifestations continuent

« Le roi répond enfin positivement aux revendications », dit l'un. « On essaie plutôt de cacher le soleil avec un tamis », répond un autre. Tel serait le genre de dialogue que l'on trouve sur le site Discord de la Gen Z 212. Il est vrai que les nouvelles promesses du roi d'augmentation des budgets de la santé et l'éducation pour 2026, aussi « mirifiques » que les présente la presse marocaine, ressemblent à un tamis cache-misère.

DES PROMESSES QUI NE COÛTENT RIEN

Le roi parle de 18 % d'augmentation du budget de la santé par rapport à 2025. Mais il était si bas, les hôpitaux si dégradés, comme l'a montré la mort de huit femmes lors d'accouchements à l'hôpital d'Agadir, à l'origine de la révolte. Même si la promesse, signe que le roi a tout de même eu une sacrée trouille, était respectée, il n'y aurait pas de quoi changer grand-chose : quelque 14 milliards de dirhams (1,3 milliard d'euros) de plus que l'an dernier pour les 90 hôpitaux en souffrance. Sans doute moins, quand on sait qu'une bonne partie du budget santé va dans les caisses des cliniques privées de la bourgeoisie marocaine. En comparaison, la construction, par Bouygues et Vinci, du plus grand stade du monde à Casablanca, coûtera à elle seule 25 milliards de dirhams.

L'augmentation avancée pour le budget de l'éducation ne va pas plus loin. Le soleil budgétaire brille ailleurs : sur l'armée, entre

79 et 157 milliards de dirhams selon qu'on compte les dépenses fixes prévues ou les autorisations de dépenses. C'est qu'ils coûtent cher, le contrôle du Sahara occidental et la surveillance du mur frontière construit contre les Sahraouis du Front Polisario.

Et ce ne sont pas que la santé et l'éducation qui ont soulevé la jeunesse marocaine : c'est la misère dans le pays, l'absence de boulot, la corruption du régime et du monde des affaires.

1 500 MANIFESTANTS POURSUIVIS EN JUSTICE

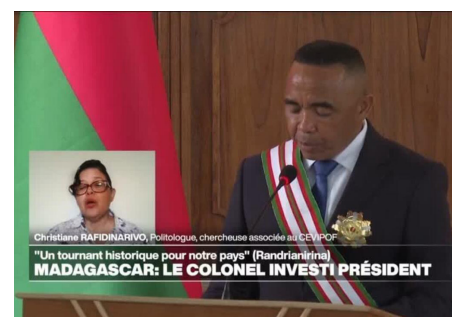
Tout en tentant d'isoler, par quelques fausses promesses, la jeunesse en colère du reste de la population, le régime réprime toujours. 1 500 manifestants sont poursuivis par la justice, dont un millier placés en détention. 240 ont déjà été condamnés par le tribunal d'Agadir. Près de la moitié écotent de peines de six à quinze ans de prison pour manifestation illégale. Deux soirées de manifestation ont eu lieu les samedi et dimanche 25 et 26 octobre, et de nouveaux appels ont été lancés, pour demander aussi la libération des détenus. La répression pourrait bien se retourner contre le régime.

OLIVIER BELIN • 28/10/2025



L'armée tente de récupérer la révolte à Madagascar

Après la révolte dirigée par les jeunes de la Gen Z Madagascar, le colonel du régiment Capsat, Michaël Randrianirina, le « tombeur » de l'ex-président Rajoelina, s'est fait proclamer président le 17 octobre. Alors que policiers et gendarmes avaient gazé et tiré à balles réelles dans les manifestations, faisant plus d'une vingtaine de morts, l'objectif des chefs militaires est seulement de ramener le calme en comptant sur les illusions que sèmerait un nouveau pouvoir prétendument du côté des manifestants. Mais, symbole du monde des affaires qu'ils comptent servir, c'est Herintsalama Rajaonarivelo, le directeur de la Banque nationale de l'industrie (BNI), appartenant au milliardaire franco-malgache Hiridjee, qui vient d'être nommé Premier ministre.



chef de file du parti social-démocrate, avait siégé au Parlement de 2014 à 2019 dans le groupe parlementaire du parti de Rajoelina. Et parmi les politiciens qui promettent de réformer le régime, on compte l'ex-président Ravalomanana.

RAVALEMENT DE FAÇADE OU RÉVOLTE SOCIALE

L'immense majorité de la population vit dans la pauvreté et subit les coupures d'eau et d'électricité à répétition. Dans ce contexte, la Gen Z Madagascar voit bien l'entourloupe : elle a mis à son programme l'accès à l'eau, à l'électricité, la transparence des comptes et la protection de l'environnement. La révolte de la jeunesse a ébranlé le régime. En appuyant les luttes des classes populaires - y compris sur les salaires et le droit à un logement décent, ce qui les touche de plein fouet -, ou en aidant à les faire surgir, elle pourra trouver les moyens de déga-ger l'ensemble des corrompus, malfrats et exploiteurs.

ARVO VYLTT • 27/10/2025

ON PREND LES MÊMES ET ON RECOMMENCE ?

En 2009, le même Capsat avait appuyé le renversement du président précédent, Marc Ravalomanana, au profit de Rajoelina, alors maire d'Antananarivo, présenté comme l'homme de l'opposition démocratique.

Quant à la « continuité institutionnelle » garantie par l'armée, elle ne fait que recycler les responsables politiques d'hier. Randrianirina a déjà occupé le poste de chef de région du territoire d'Androy. Le nouveau président de l'Assemblée nationale, Siteny Randrianasoloniaiko, aujourd'hui

PÉROU : ÉTAT D'URGENCE, MAIS URGENCE SOCIALE !

La destitution de la présidente péruvienne Dina Boluarte, lâchée par ses amis politiques sous la pression des mobilisations populaires qui secouent le pays depuis début septembre, n'a pas calmé la colère. Le 15 octobre, des dizaines de milliers de jeunes sont encore descendus dans les rues, à l'appel de la Gen Z, arborant comme d'autres jeunes révoltés dans le monde le drapeau One Piece, et d'organisations syndicales. Le président par intérim, José Jerí, a déclaré l'état d'urgence pour trente jours, ce qui pourrait entraîner l'interdiction des manifestations et des réunions. Guillermo Bermejo, élu du parti Peru Libre¹ au Congrès, vient d'être condamné à quinze ans de prison pour avoir participé à des activités de la guérilla maoïste du Sentier lumineux entre 2008 et 2009 : une condamnation politique opportune qui permet d'éliminer un adversaire pour la prochaine élection qui doit avoir lieu en avril. Cela n'a pourtant pas découragé des centaines de jeunes qui ont à nouveau manifesté pour rendre hommage à l'un des leurs, tué lors des récentes manifestations. Le gouvernement serre les rangs derrière la police.

LES RAISONS DE LA COLÈRE DEMEURENT

C'est la faim et la misère des classes populaires, auxquelles s'ajoute l'incapacité de gouvernants liés au crime organisé à assurer la sécurité de la population, qui explosent. Extorsions, rackets par des bandes crimi-

nelles, voire assassinats : 55 conducteurs de bus ont perdu la vie en 2025. Selon un récent sondage, 83,3 % des Péruviens n'ont aucune confiance dans la police. C'est ce qui a précisément fait descendre dans la rue à la fois des jeunes de la Gen Z et des conducteurs de bus ou de moto-taxis.



Lundi 6 octobre, les artères principales de la métropole Lima (13 millions d'habitants, dont le fonctionnement routier normal est déjà un chaos invraisemblable), ont été assiégées et paralysées par une grève de ces transporteurs des quartiers pauvres, en réponse à un énième assassinat.

En jouant la carte de la destitution d'une présidente haïe², le Congrès comptait calmer

le mécontentement social. Mais José Jerí, est de la même engeance, trainant lui aussi des casseroles - dont l'enrichissement personnel. Pas sûr que le bâton de la répression décourage les mobilisations qui restent annoncées.

LOUIS DRACON ET SABINE BELTRAND • 27/10/2025

1. Le parti qui soutenait Pedro Castillo, président avant Boluarte - élu en juillet 2021 et destitué en décembre 2022 - issu d'une famille de paysans pauvres.

2. Voir sur notre site, npa-revolutionnaires.org : « Le Pérou à la croisée des chemins », Louis Dracon et Sabine Beltrand, 19 octobre 2025.



Sanctions contre la Russie : Trump continue à dealer pour les oligarques américains

Dernier revirement de Trump face à la Russie. Le 22 octobre, il a annoncé de nouvelles sanctions contre les compagnies pétrolières Rosneft (entreprise d'État) et Lukoil (entreprise privée), qui représentent la moitié des exportations de pétrole russe.

En réaction, Poutine a procédé à des tirs de missiles balistiques dans la région du Kamtchatka, dans l'Extrême-Orient russe, à quelques encablures de la frontière Pacifique avec les États-Unis. Une semaine avant, plus chaleureux, Kirill Dmitriev, chef du Fonds souverain russe, imaginait la construction d'un tunnel sous le détroit de Béring pour relier les deux pays...

« Poutine et Trump, en bons dirigeants impérialistes, sont tout à fait disposés à s'entendre pour se partager les richesses de l'Ukraine. »

GROS LOT POUR LES PÉTROLIERS AMÉRICAINS

Les pitreries sont évidemment devenues la marque de la politique étrangère de Trump, un type de dirigeant bourgeois dégénéré. Mais sous ces flottements – un jour je déroule le tapis rouge à Poutine, le lendemain j'annule une rencontre à Budapest et je pars pour la Chine –, cette politique reste dictée par les lois du capital et les besoins de l'impérialisme.

Rien à voir avec un quelconque soutien au peuple ukrainien agressé par l'impérialisme. Poutine et Trump, en bons dirigeants impérialistes, sont tout à fait disposés à s'entendre pour se partager les richesses de l'Ukraine et Trump est prêt à sacrifier le peuple ukrainien pour dealer avec Poutine des parts de l'exploitation de l'immense territoire russe.

Mais si les États-Unis peuvent profiter de l'occasion pour exporter davantage de gaz et de pétrole sur les cinq continents, Trump ne s'en privera pas : l'annonce de ces sanctions tombe au moment même où la Maison-Blanche revoit ses accords commerciaux avec l'Inde, un des pays qui continuent à acheter très officiellement du pétrole russe.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, les exportations d'hydrocarbures des États-Unis ont atteint des records historiques, notamment en Europe.

PROPRIÉTÉ PRIVÉE, PAS TOUCHE !

De leur côté, les États européens, réunis dans l'autoproclamée « coalition des volontaires », (dont Macron se voudrait le chef), ont discuté de nouvelles livraisons d'armes de longue portée à l'Ukraine. Comment l'Ukraine paierait-elle ? Grâce à un « prêt », éventuellement appuyé sur l'utilisation d'avoirs russes gelés aujourd'hui en grande partie dans une société financière belge, Euroclear. Mais la « coalition » a volé en éclat, car le Premier ministre et les banquiers belges directement impliqués ont argué du cadre juridique trop flou encadrant la confiscation de ces avoirs. Pas touche à la sacro-sainte propriété privée ! Les impérialistes européens continueront à faire payer à la population ukrainienne, plutôt qu'aux banquiers russes, les armes qu'ils livrent à Zelensky.

AURÉLIEN PERENNA • 28/10/2025

La mobilisation en soutien du peuple palestinien doit continuer !

Alors que l'armée israélienne a rompu une nouvelle fois le cessez-le-feu et recommencé à bombarder à Gaza, les camions de l'aide humanitaire prévue par les accords de cessez-le-feu ne rentrent qu'au compte-gouttes à Gaza : le gouvernement de Netanyahu refuse d'ouvrir le terminal de Rafah, dans le sud, au prétexte que les corps des derniers otages morts, enfouis comme ceux d'innombrables Gazaouis sous les décombres des bâtiments bombardés par Israël, n'ont pas été restitués. Non seulement il entre moins de la moitié des camions nécessaires, mais *Le Monde* rapporte qu'une bonne partie d'entre eux sont chargés de produits à vendre, alors que l'immense majorité des Gazaouis n'ont plus ni travail, ni argent.

Dans le même temps, en Cisjordanie, on ne compte plus les agressions menées par des colons fanatisés par l'extrême droite, masqués et armés, tabassant des paysans palestiniens, détruisant leurs récoltes, mettant le feu à leurs plantations, attaquant même les militants des droits de l'homme israéliens qui tentent de s'interposer. L'armée n'arrête que des Palestiniens et assure la protection des colons criminels.

De nombreux gouvernements dénoncent la situation en paroles mais continuent, comme la France, l'Allemagne ou l'Italie, à livrer à Israël ces armes qui tuent à Gaza, en Cisjordanie, mais aussi au Liban, au Yémen, toute la région dans laquelle l'armée israélienne a charge de faire régner l'ordre impérialiste. On mesure toute l'hypocrisie du « plan » de Trump, le principal pourvoyeur.

Des soldats américains ont commencé à arriver pour constituer une « force internationale » – la France s'est dépêchée d'envoyer quelques officiers pour ne surtout pas être oubliée dans la reconstruction : il ne faudrait pas que les Bouygues ou Vinci soient écartés ! Mais que représentera une telle « force », alors que stationne, juste à côté, l'armée israélienne et sa puissance de feu ? Au Sud-Liban, il y avait une « force d'interposition » sous mandat de l'ONU supposée empêcher les accrochages entre l'armée israélienne et le Hezbollah. L'armée israélienne a brutalement imposé à cette force de rester cantonnée dans ses casernes pendant qu'elle bombardait impunément le Liban, jusqu'au cœur de

Beyrouth... La force internationale ne sera là que pour faire accepter son sort à la population gazaouie, à laquelle personne n'a seulement songé à demander son avis !

La mobilisation de soutien au peuple palestinien ne doit pas s'interrompre sous prétexte du plan de paix de Trump et du cessez-le-feu : rien n'est réglé, les exactions continuent, la famine est toujours là. Et, surtout, l'armée israélienne continue à imposer sa dictature.

Le 29 novembre, à l'appel de nombreuses organisations, une manifestation nationale est prévue à Paris, à 14 heures place de la République. Le NPA-Révolutionnaires appelle tous et toutes à y participer en masse !

Troupes israéliennes, hors de Gaza ! Colons israéliens, hors de Cisjordanie !

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 28/10/2025



Argentine : une défaite du péronisme plus qu'une victoire de Milei

Bénéficiant du soutien ouvert et total de Trump, qui a déjà renfloué plusieurs fois la Banque centrale argentine et avait promis une aide massive pouvant aller jusqu'à 40 milliards de dollars si Milei remportait la victoire, le parti du président d'extrême droite, la liberté avance, a remporté les élections législatives partielles du 26 octobre avec 40,6 % des voix, contre 30 % pour l'opposition péroniste. Il passe de 37 à 80 députés. La bourgeoisie argentine a célébré avec euphorie cette victoire électorale : la bourse de Buenos Aires a bondi de plus de 20 %.

ÉCHEC DU VOTE UTILE POUR LE PÉRONISME

Toutefois, le parti de Milei et ses deux alliés de droite, PRO et UCR, perdent 4 millions de voix par rapport aux élections de 2023 où ils se présentaient séparément, ils n'ont plus la majorité absolue des suffrages exprimés et restent minoritaires à l'Assemblée.

Milei ne remporte ces élections que parce que la principale force d'opposition, les péronistes, s'effondre. Leurs principaux dirigeants, Nestor et Cristina Kirchner, ont gouverné le pays entre 2003 et 2015 puis entre 2019 et 2023. Se prétendant du côté des classes populaires, ils ont fait tourner l'Argentine au profit des capitalistes pendant ces près de vingt ans, tout en menant une politique qu'ils disaient sociale – essentiellement des allocations pour les travailleurs les plus pauvres – afin d'éviter les explosions sociales. Comme pour tous les partis bourgeois, ces professionnels de la politique ont été éclaboussés par des scandales de corruption.

Leurs députés se sont abstenus ou ont soutenu les principales lois de Milei et les syndicats qu'ils dirigent ont tourné le dos aux luttes ouvrières. Ce qui ne les a pas empêchés d'appeler au « vote utile ». Mais c'est un échec : les candidats péronistes perdent deux millions de voix par rapport à 2023.

De manière générale, c'est un dégoût de toute la caste politique bourgeoise qui s'exprime : alors que le vote est obligatoire, le taux de participation n'a été que de 68 %. L'abstention augmente de 10 % par rapport aux législatives de 2023.

MILEI DEVRA AFFRONTER LA LUTTE DES CLASSES

Les travailleurs et la jeunesse, eux, ont bien cherché à s'opposer à Milei et à sa politique. En février, en août, en septembre encore, ils ont été des milliers à manifester à travers le pays. L'extrême gauche regroupée dans le Front de gauche et des travailleurs – Unidad (Frente de Izquierda y de los Trabajadores – Unidad), est la seule force qui, malgré la perte d'un siège de député (de cinq à quatre), progresse en nombre absolu de voix, passant de 800 000 à 850 000. À Buenos Aires, la candidate du FIT-U fait une percée et passe de 5 à 9 %.

Même les analystes bourgeois ont dû le reconnaître : pour pouvoir passer sa politique, Milei devra affronter la rude loi de la lutte des classes.

AURÉLIEN PERENNA • 28/10/2025



MANIFESTATION DU 2 FÉVRIER À BUENOS AIRES CONTRE LE DISCOURS DE MILEI À DAVOS.

Venezuela, Colombie, un tournant dans l'offensive de l'impérialisme américain

Depuis le mois d'août, Trump a déployé près de 10 000 hommes au large du Venezuela, huit navires de guerre et un sous-marin à propulsion nucléaire. Le 15 octobre, interrogé sur de possibles bombardements américains, Trump a répondu : « Je ne veux pas vous en dire plus, mais nous regardons du côté du sol à présent », ouvrant la voie à de potentielles frappes terrestres contre le Venezuela. Il s'est enorgueilli du fait qu'il « contrôle très bien la mer », car ces dernières semaines son armée a coulé au moins cinq bateaux vénézuéliens et tué 27 personnes. Suite à des révélations du New York Times, Trump a reconnu qu'il avait autorisé des opérations secrètes de la CIA au Venezuela.

La lutte invoquée contre le « narcotrafic » et le prétendu rétablissement de la démocratie ne sont bien sûr que des prétextes. C'est sur les gigantesques champs pétrolifères du Venezuela, la plus grande réserve du monde, que lorgne l'impérialisme.

Sous Biden, Washington avait autorisé la compagnie pétrolière Chevron à coopérer avec la compagnie pétrolière d'État vénézuélienne pour accélérer l'exploitation des champs pétrolifères. Le New York Times a révélé que, jusqu'en mai dernier, l'administration Trump négociait en secret avec Maduro pour exporter du pétrole, en échange de l'autorisation de vols d'expulsion.

Mais pour les capitalistes américains, ce régime ne fait pas assez de concessions. La force de ce pouvoir autoritaire repose sur la rente pétrolière, bien qu'il n'en retire pas tous les bénéfices attendus à cause des restrictions américaines sur les capacités

techniques de raffinage. Trump va donc jusqu'à le menacer de guerre et de renversement... pour placer un remplaçant tout aussi autoritaire, mais à sa solde !

Les mêmes menaces pèsent désormais sur la Colombie. Trump, qui a accusé le président Gustavo Petro d'être complice des narcotrafiquants, a annoncé le retrait de ses aides. Le 22 octobre, les États-Unis ont annoncé deux premières frappes dans le Pacifique, dont au moins une dans les eaux colombiennes, sur des navires soupçonnés de trafic de drogue. Sans doute qu'avec l'élection du premier président « de gauche » en Colombie, Trump craint de perdre sa mainmise sur un pays longtemps considéré comme le meilleur allié des États-Unis en Amérique du Sud. Gustavo Petro n'a pourtant pas prévu de s'attaquer radicalement aux intérêts des capitalistes, ni même des grands propriétaires terriens, lui qui parle de réforme agraire. Mais ses seules promesses électorales de politique plus sociale suffisent à Trump, le « faiseur de paix dans le monde », pour engager de nouvelles menaces guerrières.

Notons l'hypocrisie des États européens, à commencer par la France de Macron, qui n'a pas de mots assez durs pour condamner l'invasion de l'Ukraine par Poutine, mais ne trouve rien à redire lorsque les États-Unis menacent de bombarder des pays d'Amérique du Sud.

JULIETTE STEIN • 28/10/2025

PRÉSIDENTIELLE EN CÔTE D'IVOIRE : LA FRANÇAIFRIQUE GARDE UN BASTION

« Ouattara rafle la mise, lui qui, loyal à la Françafrique, avait annoncé sa candidature en juillet, après un déjeuner avec Emmanuel Macron. »

Le président ivoirien Alassane Ouattara a été réélu pour un quatrième mandat le 25 octobre, avec un score de 91,23 % et une participation de 50 %. De quoi rassurer la bourgeoisie française qui, avec près de 1500 entreprises et filiales, investit en Côte d'Ivoire près de 200 millions d'euros par an. Bouygues, Alstom, Keolis, Orange, Canal + (Bolloré), la Société générale, Mulliez, Accor... y jouissent de quasi-monopoles. L'agriculture d'exportation, notamment de cacao, de café, d'huile de palme et de fruits tropicaux, ainsi que l'exploitation de minerais et hydrocarbures, rendent le pays dépendant des marchés internationaux et de la valeur du franc CFA. La population, elle, vit à 40 % avec moins de 1,5 euro par jour...

LES FAUSSES ALTERNATIVES

De 2000 à 2010, le président Laurent Gbagbo a exercé un pouvoir autoritaire, s'appuyant sur le concept raciste d'« ivoirité » pour marginaliser les populations musulmanes du nord. Ouattara, ancien de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest puis du FMI, lui-même accusé de ne pas être un Ivoirien véritable, y a ainsi acquis une base solide.

En 2010, la première victoire de Ouattara, hautement contestable, a été validée par l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (Onuci) et Gbagbo a été délogé par l'armée française. Son crime ? Avoir osé ouvrir des marchés publics à d'autres pays.

La candidature de Gbagbo ayant été arbitrairement invalidée en 2025, trois autres proposaient de reprendre sa politique : son ancienne épouse, Simone Ehivet Gbagbo, son ancienne ministre de la Famille, Henriette Lagou Adjoua, et son ancien ministre de l'Équipement, Ahoua Don Mello. Ce dernier est devenu représentant du patronat russe pour les investissements en Afrique en 2021, et haut-représentant des Brics pour l'Afrique occidentale et centrale en 2022. Ce clan espère offrir ainsi à la bourgeoisie ivoirienne quelques profits de plus, avec la même exploitation de ses classes laborieuses.

Ouattara rafle la mise, lui qui, loyal à la Françafrique, avait annoncé sa candidature en juillet, après un déjeuner avec Emmanuel Macron.

J.-B. PELÉ • 28/10/2025

COMBATTRE L'EXTRÊME DROITE AVEC LES ARMES DE LA LUTTE DE CLASSE

Il ne s'agit pas de paniquer face à la poussée électorale incontestable de l'extrême droite dans le monde, mais de comprendre qu'elle est à la fois le résultat et l'instrument du système capitaliste dans la période actuelle, caractérisée par une offensive patronale continue qui fait monter en flèche les inégalités sociales : accumulation de misère à un pôle et de richesses à un autre qui commence à saper les bases mêmes de la prétendue « démocratie bourgeoise ». C'est aussi l'expression de l'instabilité du système dans un contexte où la concurrence de plus en plus rude entre puissances capitalistes anciennes (États-Unis, France, Allemagne, Royaume-Uni) et émergentes (au premier rang desquelles la Chine et de manière secondaire la Russie) accélère le militarisme et les conflits guerriers. Pas de lutte sérieuse contre l'extrême droite sans s'en prendre aux causes de son développement : la logique du profit capitaliste. Tous les fronts électoraux destinés à « faire barrage » ont fait monter l'eau. Biden contre Trump, Macron contre Le Pen, Starmer contre Farage ? Quand ils n'ont pas déjà favorisé l'arrivée d'un gouvernement d'extrême droite, ils appliquent eux-mêmes sa politique. Leur complicité avec le régime suprémaciste et génocidaire de Netanyahu l'a clarifié aux yeux des millions qui se sont mobilisés dans le monde en solidarité avec le peuple palestinien.

De larges fractions de la jeunesse et du monde du travail sont révoltées par la démagogie anti-ouvrière, raciste, anti-migrants et militariste et de ce fait immunisées contre l'extrême droite et tous ceux qui lui courent après. Un ressentiment légitime que tentent de canaliser dans le cadre du capitalisme des mouvements qui se présentent comme plus radicaux, voire en « rupture », comme Podemos, Die Linke, la France insoumise, DSA ou Your Party de Corbyn. Certains de ces partis ont déjà connu une poussée électorale dans la décennie 2010. Mais sans autre perspective qu'une arrivée au gouvernement et donc à la gestion des affaires de la bourgeoisie, ils se sont condamnés à des alliances avec les partis avec

lesquels ils prétendaient rompre. Sanders a rallié Biden, Podemos le PSOE de Sanchez, Die Linke a gouverné des Länder avec le SPD et Mélenchon a remis en selle le PS avec la Nupes puis le NFP. Seule Syriza en Grèce a démontré que cette gauche prétendue « de rupture » pouvait trahir, même en gouvernant sans les vieux PS détestés !

Cette « gauche de la gauche » connaît aujourd'hui un nouvel essor en tentant de canaliser les aspirations de la jeunesse. Mais la radicalité de son discours d'opposition ne dépasse pas celle de la gauche institutionnelle social-démocrate ou stalinienne des années 70.

La situation est pourtant marquée par une polarisation politique entre deux camps inconciliables : les travailleurs et la jeunesse d'un côté et la bourgeoisie de l'autre. Si les milliardaires et leurs serviteurs politiques d'extrême droite engrangent les succès électoraux, la lutte des classes est bien là. En témoignent les révoltes de la Gen Z qui secouent le Pérou, Madagascar, le Maroc ou le Népal, les grèves générales massives et parties de la base qui ont réveillé une radicalité ouvrière dans l'Italie de Meloni – et qui représentent un espoir concret d'infliger des reculs à cette extrême droite conquérante.

Ces mouvements de révolte de la jeunesse ou de grèves des travailleurs sont le seul remède pour combattre non seulement l'extrême droite, mais aussi le système capitaliste qu'elle défend. Dans ces luttes, nous proposons l'unité d'action la plus large. Mais sur le terrain de l'organisation politique, l'urgence est à la construction d'une force révolutionnaire qui s'appuie sur ces mouvements, ne cherche pas à les canaliser dans les urnes, mais au contraire à les approfondir. Un pôle des révolutionnaires qui affirme son ancrage ouvrier, sa solidarité avec les révoltes de la jeunesse contre toutes les oppressions, sa perspective d'une société communiste, en toute indépendance de la gauche institutionnelle.

R.P. ET G.Q.

L'été dernier, le nom de Torre-Pacheco est devenu synonyme de racisme et de xénophobie, avec des chasses à l'homme contre la population maghrébine de la commune dans la ville après l'agression d'un vieil homme par un jeune d'origine marocaine. Des organisations d'extrême droite, allant de Vox aux groupes fascistes et néonazis, s'y sont rendues.



Ces dynamiques s'imposent particulièrement là où l'activité principale est l'agro-exportation, où la main-d'œuvre immigrée est une réserve de travailleurs précaires et bon marché (les immigrés perçoivent un salaire inférieur de 30 % à celui du reste des travailleurs de l'État espagnol). Bon nombre des entrepreneurs qui les exploitent sont les mêmes qui financent Vox. Le maire d'El Ejido a résumé ce fonctionnement ainsi : « À sept heures du matin, nous avons besoin de tout le monde. À sept

IZAR → Espagne L'extrême droite veut un Torre-Pacheco global

ÉTATS-UNIS LE PARTI DÉMOCRATE NE PROPOSE RIEN DE SÉRIEUX FACE À L'ASSAUT DE L'EXTRÊME DROITE

La stratégie de Trump et de l'extrême droite est d'enrichir les milliardaires, d'affaiblir la classe ouvrière, de consolider le contrôle autoritaire et de diviser la population, car la grande bourgeoisie est bien décidée à enrayer son déclin, très relatif, dans l'arène impérialiste mondiale.

Les travailleurs migrants et leurs familles sont terrorisés par les raids quotidiens de la police de l'immigration (ICE). La garde nationale a été déployée à Los Angeles, Washington, Memphis, Chicago et Portland pour déclencher une terreur raciste et contre toute protestation.

Les droits de douane ont fait grimper le coût des produits de base, tandis que des milliers de travailleurs ont perdu leur emploi. Les réductions d'impôts record pour les riches sont financées par des coupes dans les programmes de santé et d'aide alimentaire. Le gouvernement alimente la haine et la discrimination à l'égard des LGBTQ. Le « shutdown » met au chômage forcé les fonctionnaires fédéraux – dont l'essentiel comprend pourtant des travailleurs utiles et payés au salaire moyen.

Le meurtre du militant d'extrême droite Charlie Kirk a donné l'occasion à Trump et à

ses alliés de le dépeindre comme un martyr de leur nationalisme chrétien blanc. La droite a utilisé son assassinat comme prétexte pour intensifier sa campagne de répression et faire taire les critiques. Elle impute sa mort à des organisations de gauche, justifiant de nouvelles vagues de surveillance et de répression. Le gouvernement et les administrations universitaires continuent de collaborer pour réprimer les étudiants et les professeurs qui se sont engagés pour la Palestine.

Les démocrates n'offrent aucune véritable alternative et sont incapables d'inverser ce virage agressif et autoritaire. Leur principale stratégie est de critiquer Trump et d'espérer que l'alternance les ramènera au pouvoir lors des élections de 2026. De nombreux travailleurs qui ne s'étaient jamais mobilisés auparavant ont pourtant participé à des manifestations massives menées par des associations progressistes, notamment les rassemblements « No Kings » qui ont réuni près de 7 millions de personnes mi-octobre. Mais ces organisations sont liées aux démocrates et visent à canaliser cette énergie dans les futures élections.

Si la rhétorique des démocrates diffère de celle de Trump, aucun travailleur n'a

heures du soir, ils sont de trop. » Le gouvernement dirigé par le PSOE en coalition avec Sumar n'est pas en reste, malgré ses discours. Il mène une politique aussi meurtrière que celle de Giorgia Meloni, qui a d'ailleurs félicité Sánchez pour le pacte européen sur les migrations et l'asile négocié alors qu'il présidait le Conseil de l'Union européenne. Son gouvernement, directement et par l'intermédiaire de la Commission européenne, verse des centaines de millions d'euros à des pays comme le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie pour qu'ils fassent le sale boulot en matière de contrôle migratoire (enlèvements, rétentions et abandons dans le désert...). Ils ont les mains pleines du sang des cadavres du massacre de Melilla du 24 juin 2022, lorsque la brutalité policière a tué 37 personnes qui tentaient de franchir le mur de barbelés, laissant 70 disparus. Selon l'organisation Caminando Fronteras, chaque jour, en moyenne 30 personnes meurent en tentant de franchir les frontières de l'État espagnol, soit 10 457 décès enregistrés en 2024.

Face aux divisions que nous imposent le patronat et la gauche au pouvoir, la classe ouvrière ne peut compter que sur elle-même. Nous apprenons à quel point nous pouvons être forts lorsque nous frappons ensemble grâce à des expériences telles que celle des travailleurs d'El Ejido avec leur grève contre les pogroms xénophobes en 2000 ; celle des camarades de la grève convoquée par la CNT à Litera Meat ; celle des jeunes qui sont descendus dans les rues de Badalona pour lutter contre le racisme et la xénophobie ; celle des femmes de chambre de Grenade ; celle des jeunes grévistes de la métallurgie de Cadix et leur mouvement spontané inter-entreprises réprimé par les flics main dans la main avec les patrons quelques jours avant les pogroms. **L'extrême droite veut un Torre-Pacheco mondial. Elle doit avoir face à elle des travailleurs unis sous la même bannière.**

ALBERTO LAVIN, IZAR GRENADE

POUR S'Y RETROUVER

► ALLEMAGNE

Die Linke : parti de « gauche radicale ».

SPD : Parti social-démocrate d'Allemagne, équivalent du PS.

AfD : Alternative pour l'Allemagne, parti d'extrême droite.

► ESPAGNE

Podemos : parti de « gauche radicale », membre du gouvernement de 2019 à 2023.

Sumar : parti proche du PCF, membre du gouvernement depuis 2019.

PSOE : Parti socialiste ouvrier d'Espagne, au gouvernement depuis 2019.

Vox : parti d'extrême droite.

► ÉTATS-UNIS

Bernie Sanders : candidat « socialiste » aux primaires du Parti démocrate en 2016 et 2020.

DSA : aile gauche dite « socialiste » du Parti démocrate.

► GRÈCE

Syriza : parti de « gauche radicale », au pouvoir de 2015 à 2019, il a appliqué les politiques d'austérité qu'il s'était engagé à combattre.

► ROYAUME-UNI

Nigel Farage : chef du parti d'extrême droite Reform UK.

Keir Starmer : Premier ministre depuis 2024, membre du Parti travailliste (équivalent du PS).

Jeremy Corbyn : dirigeant du Parti travailliste de 2015 à 2020, évincé en raison de son orientation « trop à gauche ».

Your Party : parti de « gauche radicale », fondé en 2025 par Jeremy Corbyn.

Allemagne : l'AfD continue à s'ancrer dans le paysage

Pour la première fois de son existence¹, l'AfD est passée en tête de sondages nationaux ces dernières semaines, avec des scores allant jusqu'à 27 %.

Lors des élections municipales en Rhénanie-du-Nord-Westphalie mi-septembre, l'AfD a en moyenne triplé ses scores, atteignant jusqu'à 30 % dans la ville de Gelsenkirchen, et cimentant son assise électorale dans des régions industrielles où licenciements et fermetures ont poussé au chômage des centaines de milliers de travailleurs. Pour les élections régionales de l'année prochaine, elle pointe de loin en tête dans les sondages, avec de 38 à 40 % dans deux régions est-allemandes (Saxe-Anhalt et Mecklembourg-Poméranie-Occidentale).

Déjà, dans la foulée des dernières élections dans l'est du pays, les résultats – autour de 30 % en Saxe, dans le Brandebourg et en Thuringe – avaient fait vaciller le « barrage » des grands partis, bien embêtés pour bricoler une coalition sans l'extrême droite.

Mais ce n'est même pas sur le terrain électoral que l'AfD a fait la plus grande démonstration de force : en juillet dernier, la social-démocratie (en coalition gouvernementale avec la CDU de Merz) avait proposé la candidature de Frauke Brosius-Gersdorf pour siéger au Tribunal constitutionnel, plus haute instance juridique du pays. Les conservateurs ont refusé de l'élire suite à une campagne intense menée contre elle par l'extrême droite, la qualifiant de « militante d'extrême gauche »... parce qu'elle défendait, entre autres, un droit à l'avortement plus ouvert² !

À GAUCHE, UN BARRAGE BIEN FÉBRILE

Suite à son succès relatif aux dernières législatives – 8 % après avoir craint de

tomber sous la barre des 5 % – et à l'afflux de jeunes qui a fait grimper le nombre d'adhérents revendiqués à plus de 100 000, le parti Die Linke voudrait se faire passer pour l'incarnation la plus combative du « barrage républicain ». Mais les petits succès poussent aussi à un discours plus « pragmatique » alors qu'il participe déjà aux gouvernements de deux régions. Son passé dans des gouvernements n'est guère plus reluisant que celui de la coalition prétendue « progressiste » dite de « feu tricolore » (verts, sociaux-démocrates et libéraux), chassée par les urnes en février, dont la politique anti-migrants a grandement participé à la montée de l'extrême droite. En Thuringe, c'est un Premier ministre de Die Linke qui a organisé les expulsions pendant des années. Et les deux représentants du parti au Sénat (*Bundesrat*) ont voté l'augmentation des budgets militaires et le nécessaire amendement à la Constitution – « armée défensive » oblige... bien qu'à l'Assemblée (*Bundestag*), les députés aient voté contre.

La situation n'est pourtant pas que noire ! À plusieurs reprises ces dernières années, des manifestations monstres ont rassemblé par millions contre l'extrême droite. Des assemblées générales ont réuni des milliers d'étudiants en début d'année, avant une manifestation qui a bloqué pendant une demi-journée le congrès de l'AfD. Ce rejet des idées réactionnaires et racistes se concrétise aussi par les manifestations dans des dizaines de villes contre le discours anti-migrants du chancelier conservateur Merz. Et d'autres sont prévues.

RSO, ALLEMAGNE

Pour retrouver le dossier complet

Rendez-vous sur notre site :



d'illusions sur le fait qu'ils ont toujours gouverné au service des plus riches.

Ils se concentrent sur ces jeux électoraux, et non sur une mobilisation plus large par en bas. Mais même sur ce terrain électoral, ils refusent de soutenir Zohran Mamdani, qui a remporté la primaire démocrate à la mairie de New York. Son programme, qui dénonce à juste titre les inégalités sociales et le racisme, se contente de promettre des changements institutionnels pour rendre la ville « abordable » (voir l'article dédié sur notre site). Malgré ces limites, il a trouvé un écho auprès des électeurs des classes populaires de New York, révoltés par les politiques d'extrême droite et d'offensive patronale. C'est déjà trop radical pour l'establishment démocrate !

Mamdani et les campagnes électorales des Socialistes démocrates d'Amérique n'offrent pas non plus de véritable perspective face à Trump. Ils prétendent pouvoir corriger les excès du capitalisme américain, bien loin de la seule alternative viable : organiser les travailleurs pour prendre le pouvoir sur la société.

SPEAK OUT NOW, ÉTATS-UNIS
(TRADUIT DE L'ANGLAIS)



MANIFESTATIONS "NO KING".
LE 18 OCTOBRE 2025, MINNEAPOLIS

1. Fondé en 2013 sur des bases eurosceptiques, ce parti a pris un « tournant » explicitement nationaliste et xénophobe en 2014 dans le contexte de la prétendue « crise migratoire » et s'est depuis imposé comme principal parti d'extrême droite dans un pays où elle n'avait jusque-là pas de vraie représentation électorale.

2. En Allemagne, l'avortement n'est toujours pas légalisé, mais simplement décriminalisé, et jusqu'en 2022, il était interdit d'en faire la « publicité » ! Louis Dracon et Sabine Beltrand, 19 octobre 2025.

Les directions syndicales ont piscine

Le dernier communiqué de l'intersyndicale nationale publié le 20 octobre se félicite de la suspension de la réforme des retraites annoncée par le gouvernement Lecornu jusqu'à la prochaine élection présidentielle en titrant : « Retraites, un premier pas qui en appellera d'autres ». Quelques lignes plus bas, on peut lire : « Les modalités techniques de mise en œuvre de cette suspension doivent encore être précisées tout comme elles doivent être adoptées par le Parlement. Pour nos organisations syndicales, la suspension ne peut qu'être un préalable à l'abandon de la réforme in fine. » Si tout est bien dans le « in fine », on est en droit d'attendre la suite du plan pour y parvenir. Eh bien l'intersyndicale se tourne gentiment vers... les parlementaires en leur demandant tout tranquillement « de supprimer les mesures d'austérité annoncées et d'élaborer un budget de justice sociale et fiscale ». Quant aux travailleurs et aux travailleuses, il faudrait qu'ils attendent la prochaine réunion de cette intersyndicale... dont la date n'est pas fixée. Pas sûr qu'ils attendent jusque-là pour se mobiliser !

MARIE DAROUEN • 28/10/2025

ÉDOUARD GEFFRAY, UN MINISTRE QUI JUGE LA SITUATION DE L'ÉCOLE « INQUIÉTANTE »... ET SUPPRIME ENCORE 4 000 POSTES !

Cela pourrait presque prêter à rire. Édouard Geffray, nouveau ministre de l'Éducation nationale, n'est pas un novice dans la destruction du système éducatif. Il a été numéro deux du ministère sous Blanquer qui avait déjà pas mal attaqué l'école. C'est lui qui a, notamment, supervisé la mise en place de la réforme du lycée et de Parcoursup, c'est-à-dire l'aggravation de la sélection à l'entrée des facs. Mais sous Attal et Borne également, il a été un fervent partisan des groupes de niveau en collège. C'est donc sans doute de façon ironique qu'il a déclaré le 22 octobre sur France Inter que la situation de l'école était « extrêmement préoccupante »... Et confirmé en même temps 4 000 nouvelles suppressions de postes ! Ces suppressions de postes vont toucher bien évidemment les enseignants, mais également les AESH, les employés chargés d'accueillir les élèves en situation de handicap. Dans la plupart des départements, déjà, de nombreux élèves devant bénéficier d'un accompagnement en sont privés.

LA DÉMOGRAPHIE A BON DOS !

Le gouvernement prétexte d'une baisse démographique... Édouard Geffray est même allé jusqu'à dire qu'« il y a des endroits où aujourd'hui, en France, malheureusement, il n'y a plus d'enfant » ! Les parents et les profs devraient même s'estimer heureux car « on aurait dû retirer 8 000 à 9 000 postes » !

Mais sous les huit rentrées de Macron, rien que dans le second degré, ce sont plus de 8 800 postes qui ont été supprimés, alors que les collèges et lycées ont accueilli 8 000 élèves

de plus ! Selon le Snes, principal syndicat enseignant, il faudrait créer 10 600 postes pour retrouver le taux d'encadrement des élèves de 2017, déjà bien bas ! Depuis 2006, les effectifs des élèves ont augmenté de 4 % alors que les emplois ont baissé de 6 %.

DES FLICS ET DES MILITAIRES PLUTÔT QUE DES PROFS

Si Geffray sait sans doute faire preuve d'ironie, Amélie de Montchalin, ministre des Comptes publics, est plus franche. Sur Télé-



matin, elle a révélé les véritables raisons des suppressions de postes dans l'éducation : « On a besoin de plus de militaires, de plus de policiers, de plus de gendarmes [mais] de moins de professeurs. »

Car oui, pour financer l'envolée des dépenses militaires, il faut bien tailler dans les services publics.

AURÉLIEN PERENNA • 28/10/2025

Les patrons et les gouvernements qui nous attaquent ont trop besoin de l'obscurantisme !

On croit rêver : mercredi 22 octobre, c'est bien un prêtre qui a apporté sa « bénédiction » lors d'une cérémonie de fin de chantier du nouveau téléphérique du Val-de-Marne qui sera mis en service mi-décembre. Tout ceci, sous les yeux tolérants, si ce n'est complices, de l'autorité organisatrice des transports parisiens, Île-de-France Mobilités, dirigée par Valérie Pécresse. Après les accidents tragiques du téléphérique de Lisbonne cet été, ou celui du train en Grèce en 2023, ce n'est pas aux « Cieux », mais plutôt à de réels moyens pour les transports et leur entretien qu'il faut s'en remettre. Quoi qu'il en soit, cet événement nous rappelle que la « laïcité » brandie par les patrons ou les pouvoirs publics est un outil politique (ou managérial) à géométrie variable.

À la RATP, la nouvelle campagne de « laïcité » et de « neutralité » engagée depuis cet été dans certains dépôts de bus, ateliers ou lignes de métro pilotes, propose d'aider managers et salariés à déceler tous les comportements ou signes religieux, mais surtout quand il s'agit de l'islam. Pire, on peut lire dans certaines affiches de la campagne destinée aux agents que l'une des marques de laïcité-neutralité est de « parler français ». Rien à voir avec la religion, mais beaucoup en revanche avec la xénophobie !

Ce « deux poids, deux mesures », à la RATP comme ailleurs, est révélateur : la laïcité de ceux qui envoient les curés bénir des équipements de transport public n'est que le masque de leur racisme dirigé contre les musulmans (ou assignés tels), partie intégrante de l'offensive contre tous les travailleurs, quelles que soient leurs origines ou religions supposées. Car pendant qu'on bénit les cabines, qu'on recolle tous les vestiaires d'affiches pleines de fiel raciste, on découpe la RATP en lots au nom de l'ouverture à la concurrence pour mieux attaquer les conditions de travail !

La lutte contre les obscurantismes, et donc contre toutes les extrêmes droites, religieuses ou non, n'est pas un combat que l'on peut remettre dans les mains de nos patrons ou de nos gouvernements. Ne laissons pas un seul d'entre nous faire les frais des politiques racistes !

CORRESPONDANTS • 28/10/2025



LES TITRES-RESTAURANT C'EST BIEN... LE SALAIRE, C'EST MIEUX !

Parmi les mesures annoncées pour « renflouer les caisses », la soumission des titres restaurant aux cotisations sociales dites « patronales » à un taux de 8 % (inférieur donc à celui sur le salaire), fait particulièrement réagir. On voit bien comment les patrons vont en tirer prétexte pour baisser la part qu'ils en payent directement et nous en faire payer plus. Car rappelons l'arnaque initiale : 40 à 50 % de ces « compléments de salaire » sont payés par les travailleurs.

Cette proposition a réveillé le discours sur les « charges trop élevées ». Les députés de droite à la commission des finances sont montés au créneau : ces pauvres patrons, cela les découragerait, selon une députée Horizons, de faire du « social ».

Devons-nous défendre ces dispositifs « défiscalisés » (tout comme les primes « Macron »), qui, depuis des années, permettent aux patrons de faire passer la pilule d'un véritable décrochage des salaires, et donc du creusement du « trou » de la Sécu ? Car ce que le gouvernement propose n'est que pour épargner les dizaines de milliards de profits.

Pour vivre correctement de notre travail, comme pour financer nos soins et nos retraites, ce qu'il nous faut c'est du salaire en plus ! Ça, il ne faut l'attendre d'aucun gouvernement, mais l'arracher par la lutte.

BERTRAND KARMANN • 28/10/2025

Grève des conducteurs des porte-véhicules à Stellantis

Pour pallier les retards de livraison des véhicules, Stellantis a monté une filiale de transport il y a quelques mois. Il a fait appel à des volontaires dans les ateliers de ses usines pour passer le permis poids lourd et les faire embaucher dans sa filiale de transport. Stellantis a fait la promesse de salaires de plus de 5 000 euros par mois pour les chauffeurs qui acceptaient de découcher et de faire des heures supplémentaires.

Il y a eu 150 ouvriers, venant des ateliers de plusieurs sites, qui ont suivi la formation. Mais maintenant, Stellantis essaie de forcer les routiers à accepter un nouvel accord et de rentrer dans la convention collective des transports, leur faisant quitter ainsi la convention de la métallurgie, beaucoup plus favorable : ils perdraient la prime mensuelle de détachement longue durée de 800 euros par mois, la prime de rentrée, d'ancienneté, le treizième mois et l'intéressement. Les horaires hebdomadaires passeraient à 50 heures ou 56 heures par semaine contre 42 heures actuellement pour une perte de salaire d'environ 1 000 euros par mois. Rouler plus pour gagner moins ! Stellantis prend les chauffeurs en otage, leur disant : soit vous acceptez, soit vous démissionnez, soit vous retournez à l'atelier !

Lundi 20 octobre, il y a quelques jours déjà, des routiers de Stellantis Valenciennes, Hordain et Poissy (12 chauffeurs sur 15) s'étaient mis en grève une journée et avaient décidé d'attendre l'entrée en grève des chauffeurs des autres sites.

Lundi 27 octobre, 40 % (61 grévistes sur 150) des routiers de la filiale Drive for You à Sochaux, Mulhouse, Rennes, Hordain, Valenciennes et Caen se sont mis en grève contre le

changement de leur convention collective. 24 routiers à Sochaux et 19 (sur 24) à Mulhouse se sont mis en grève et ont constitué des comités de grève.

À Mulhouse, la moitié du site est en chômage technique pour toute la semaine, mais des délégués CGT des usines ont rejoint les routiers grévistes.

Un seul camion est parti ce matin-là de Mulhouse. Les autres non grévistes sont des salariés en arrêt maladie. Ils se sont retrouvés ce matin à 6 heures pour discuter des revendications, du contrôle de la grève par les grévistes. La direction de Stellantis a mis la pression pour dire qu'ils n'avaient pas à rester sur le site s'ils étaient en grève. Vers 8

heures, ils ont accompagné collectivement un des chauffeurs convoqué pour une mesure disciplinaire. Puis ils se sont à nouveau réunis pour décider de la reconduction de la grève pour mardi. La grève pour le lendemain à Mulhouse a été votée à l'unanimité moins une abstention. La majorité des gars sont pour aller jusqu'au bout. Si la direction Stellantis ne recule pas sur son accord, la majorité des grévistes parle de retourner travailler dans les ateliers.

Le lendemain, mardi, les chauffeurs routiers de Mulhouse se sont rendus dans une salle près de Montbéliard pour discuter avec les grévistes de Sochaux autour d'un barbecue. Puis ils ont revoté la grève pour mercredi et ils sont allés distribuer un tract du « comité des chauffeurs de Sochaux et Mulhouse » à trois entrées du site de Sochaux. Là, la direction Stellantis avait mis le paquet pour les recevoir : en tout, une trentaine de cadres sur les trois portes les attendaient, appuyés par les flics. L'accueil des travailleurs de Sochaux n'en a été que plus chaleureux et sympathique.

Mercredi, ce seront les grévistes de Sochaux qui feront le déplacement à Mulhouse pour s'adresser avec les grévistes mulhousiens aux travailleurs du site de Mulhouse qui ne sont pas en chômage technique cette semaine, c'est-à-dire 2000 salariés répartis sur deux équipes.

Stellantis a voulu encore gratter un peu plus sur le dos des routiers pour faire encore plus de bénéfices, mais là, avec ses mensonges et ses fausses promesses, elle est tombée sur un os.

CORRESPONDANT • 28/10/2025



Teisseire (Grenoble) : grève contre les licenciements

Le 16 octobre, la direction de Teisseire, fabricant de sirop proche de Grenoble, a annoncé 205 licenciements et la fermeture de l'usine pour avril 2026. Les salariés avaient anticipé en démarrant une grève le 9. Les travailleurs et travailleuses se posent désormais le problème d'arracher des conditions de départ dignes, voire de faire reculer la direction sur son projet de licenciements.

Le groupe Carlsberg, propriétaire de l'usine depuis 2024, affichait la même année un chiffre d'affaires de 10 milliards d'euros et plus de 1,5 milliard de profit. Des résultats semblables au groupe pétrochimique Arkema. Une direction de combat à la tête de Teisseire depuis 2025, s'est fixée pour mission la fermeture de l'usine. Le directeur général, Christophe Garcia, explique désormais dans le *Dauphiné Libéré* que, dès le rachat de Britvic par Carlsberg, Teisseire et d'autres marques « n'étaient pas l'objectif premier ». Son binôme, Christel Esnault, directrice des ressources humaines, la veille de l'annonce des licenciements s'adressait à la jeunesse : « La génération Z, très informée et engagée, ne consomme pas simplement un produit, mais achète des valeurs, une transparence. » Un simple coup d'œil à l'actualité du Népal, de Madagas-



car ou du Maroc lui permettrait peut-être de mieux comprendre les aspirations de cette GenZ...

Pour fermer l'usine, la direction accuse la vieillesse et le surdimensionnement des installations. Le surdimensionnement est en bonne partie lié à la sous-traitance. Quant à l'ancienneté des installations, elle n'a pas empêché Teisseire

d'être bénéficiaire sans discontinuer (144 millions d'euros en positif dans le bilan financier de l'année 2024). C'est d'ailleurs ce qui motive la direction à conserver la marque malgré la fermeture du site. Aujourd'hui, la direction prétend qu'il y aurait un déficit. Mais les travailleurs et travailleuses ont bien raison de ne pas la croire. Et quand bien même, la responsabilité en incomberait aux patrons ! Pour leur imposer de payer, les salariés ont maintenu la grève, se rassemblant à l'entrée du site. Cette réaction collective est une force, qui pourrait bien inquiéter encore plus la direction si elle s'étendait à d'autres victimes de licenciements, à commencer par celles et ceux de ST Microelectronics, voisin de Teisseire. Lundi 27 octobre, un nouveau rassemblement s'est tenu devant l'usine pour la première réunion de négociation du PSE.

CORRESPONDANT • 28/10/2025

Retrouvez l'article complet sur notre site



Interview



ÉMERGENCE-S (SEINE-MARITIME) : UNE NOUVELLE GRÈVE CONTRE LA CASSE DU SOCIAL

Judi 23 octobre, les salariés de cette grosse association du secteur social se sont de nouveau mis en grève. Sur les dix dernières années, les dotations publiques pour l'association ont fondu comme neige au soleil. Deux salariées grévistes, Marie et Camille ont répondu aux questions de *Révolutionnaires*.



Vous pouvez nous parler de la mobilisation d'aujourd'hui ?

Marie : Émergence-s, c'est une grosse association, plus de 350 salariés, sur deux gros sites, celui de Grémonville, près d'Yvetot, « les Tilleuls » et celui de Rouen. Émergence-s, c'est de l'hébergement, pour des personnes sans domicile, c'est de l'accompagnement « santé », c'est de l'accompagnement RSA, pour le logement, du suivi par rapport à des mesures judiciaires. L'association est depuis mars 2025 en redressement judiciaire, sous l'égide d'une administratrice et d'une mandataire judiciaire. Les difficultés financières sont difficiles à évaluer vraiment, plein de chiffres sortent.

Camille : Le premier chiffre qu'on nous annonce avant le redressement judiciaire, dans le cadre d'un plan dit « de retour à l'équilibre », c'est un déficit de 1,7 million.

M. Et là maintenant on nous parle de 6 millions de dettes. Il y a eu plusieurs mouvements sociaux depuis l'annonce du redressement judiciaire.

Aujourd'hui, les salariés d'Émergence-s ont décidé de faire grève, car on nous annonce des économies, encore des économies. Et des économies, dans le social, ça joue sur l'humain.

On nous dit aussi qu'il va y avoir un PSE, un plan de « sauvegarde de l'emploi », donc des licenciements. Sauf qu'actuellement, la réorganisation, elle est déjà en cours et pèse sur les salariés qui sont en place et sur les résidents évidemment.

C. On nous impose donc structure par structure un retour à l'équilibre et on nous dit que cela ne se fera pas sans baisser la masse salariale.

Que Les Tilleuls se mobilisent comme ça aujourd'hui, c'est inédit. J'ai des collègues qui sont là depuis douze ans et c'est la première fois que ça débraye comme ça, que c'est aussi fort. On a payé des organismes pour faire un plan de retour à l'équilibre qui n'a absolument pas abouti, des audits qui n'ont pas abouti.

M. On n'arrive toujours pas à nous expliquer le déficit. C'est fou.

C. La politique publique ne croit plus en l'hébergement collectif, donc le finance moins. Sauf que du coup l'accompagnement qui est proposé n'est plus aussi bon que quand on a suffisamment de moyens, donc nécessairement les gens vont moins sortir du dispositif collectif. C'est un non-sens, un non-sens total.

Interview complète à lire
sur notre site :



Grève à La Poste de Paris 17 contre la présence d'amiante et les réorganisations sauvages

Les facteurs et factrices de Paris 17 ont bossé pendant dix-huit mois au rez-de-chaussée d'un site rue des Renaudes, où les étages avaient été vendus, et des travaux de grande ampleur engagés. Résultat : les collègues ont bossé dans un immeuble en chantier au toit retiré. Un bruit insupportable, des poussières parfois si épaisses qu'elles déclenchaient l'alarme incendie, et quand il pleuvait, il pleuvait aussi sur les casiers de tri ! Un départ de feu a failli ravager tout le bâtiment. Les salariés rattachés à la mairie de Paris présents sur site se sont mis en grève et ont révélé la présence d'amiante dans leurs locaux. Des mesures ont été prises : l'air contenait trois fois plus de fibres d'amiante que le maximum autorisé. Les collègues de Paris 17 avaient donc été, sans le savoir, exposés à l'amiante pendant 18 mois...

La direction, au début de l'été, a donc éclaté le site en six sur tout Paris. Après de multiples déménagements, on est passés d'un site à six puis à cinq, avec réorganisations et suppressions d'emplois, sans aucune information auprès du CSE ou des syndicats.

La colère s'est réellement exprimée à la rentrée, contre l'exposition à l'amiante, les réorganisations sauvages, les conditions de travail calamiteuses provoquées par l'éclatement : un ras-le-bol sur tout ce qui a été subi depuis les travaux. Le syndicat SUD a décidé d'appeler à la grève sur tous les sites concernés par la délocalisation en reprenant les revendications des collègues : reconnaissance de l'exposition à l'amiante, opposition aux réorganisations et demande de compensations financières, tout en défendant la perspective d'un regroupement des collègues sur le même site, celui des Renaudes après désamiantage ou un autre en attendant.

La grève et le rassemblement le 15 octobre devant la direction de La Poste ont été un succès : la plus grosse grève sur le centre depuis 2009, sans doute pas loin d'être majoritaire. Après les prises de parole des représentants syndicaux, une



AG des grévistes a eu lieu, qui a permis d'établir une liste de revendications. Il a été décidé de former un comité de mobilisation, avec tract rédigé par un groupe de collègues et une réunion à la bourse du travail le 29 octobre au soir. L'idée : que les postières et postiers s'organisent par eux-mêmes pour faire payer la boîte le plus cher possible et surtout de la faire reculer dès maintenant.

Et pour cause, la majorité des élus CSE a repoussé tout idée d'une quelconque démarche en justice ou même d'une expertise indépendante de La Poste sur l'amiante. Quant aux suppressions d'emplois, les syndicats maison n'ont pas voulu en entendre parler. La grève du 15 octobre a montré que les postiers de Paris 17 pouvaient constituer une force, elle ouvre de nouvelles possibilités, car elle peut donner des idées à bien d'autres postiers.

CORRESPONDANTS • 28/10/2025

Rencontres nationales du travail social : trois jours de grève en décembre

Le secteur social est secoué depuis plusieurs mois par des coupes budgétaires phénoménales, et par des grèves locales et nationales importantes qui y répondent. Dans un contexte de rentrée de lutte avec l'appel à tout bloquer, la treizième édition des rencontres nationales du travail social en lutte s'est tenue à Marseille.

Venus de Paris, Grenoble, Marseille, Poitiers, Toulouse, Montpellier, Nantes, d'autres villes encore, et même Berlin, des collègues et étudiants se sont retrouvés le temps d'un week-end pour faire l'état des lieux dans ce secteur et se munir d'une feuille de route. Face aux plans de licenciements, aux



coupes budgétaires, à la mise en concurrence mais aussi à la répression des collègues qui luttent ou soutiennent le peuple palestinien, regrouper les luttes existantes et les visibiliser est apparu comme une évidence à ces équipes militantes, syndicats locaux et collectifs regroupant syndiqués et non syndiqués, dans le public comme dans le privé.

Conscients de la nécessité de frapper ensemble, les participants ont appelé à rejoindre toutes les luttes du secteur et les mobilisations interprofessionnelles. Pour autant, la volonté de rompre avec la stratégie des dates « saute-mouton » a poussé ce regroupement à voter un appel à la grève les 16, 17 et 18 décembre partout en France. L'expérience de la reconduction sur trois jours est un pari qui pourrait donner confiance à d'autres. Les travailleurs sociaux se munissent donc de cette perspective, sans attendre la stratégie attentiste des directions syndicales.

Une chose est sûre, tout au long du week-end, la critique de cette société capitaliste qui broie l'ensemble de notre classe a été au cœur des discussions. La seule façon de mettre fin au carnage, c'est la lutte contre le gouvernement et nos patrons. mouvements du mois de septembre ont en tout cas rappelé l'importance de la grève et sa généralisation pour une lutte victorieuse.

CORRESPONDANT • 28/10/2025

Agenda



Vingt ans après la mort de Zyed et Bouna

Le 27 octobre, vingt ans après la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré, une cérémonie commémorative a eu lieu devant le lycée Robert-Doisneau, qu'ils fréquentaient, et un arbre a été planté à leur mémoire. Ces deux adolescents de 15 et 17 ans avaient été électrocutés dans un transformateur électrique où ils s'étaient réfugiés pour échapper à la police, paniqués, après une course poursuite alors qu'ils n'avaient rien à se reprocher. Pour expliquer le drame, les autorités avaient d'abord nié la réalité des faits en inventant de toute pièce une tentative de cambriolage sur un chantier. Leur mort et l'attitude des autorités entraînèrent une série d'émeutes qui se propagèrent de Clichy-sous-Bois à l'ensemble du pays durant trois semaines, conduisant à la déclaration de l'état d'urgence. Aucun policier ne fut poursuivi pour ce drame. Depuis lors, les jeunes des quartiers populaires continuent d'être pourchassés par les flics, ce qui donne lieu régulièrement à d'autres meurtres. Le seul changement est qu'aujourd'hui la police est en possession... de beaucoup plus d'armes létales qu'il y a vingt ans.

ZYEB & BOUNA, 20 ans après, toujours autant de raisons de se RÉVOLTER



contre le racisme, la misère, et les violences policières

Madagascar : une chasse gardée de l'impérialisme français

Aujourd'hui, 65 filiales d'entreprises françaises sont présentes à Madagascar et emploient environ 17 000 personnes. Parmi elles, neuf entreprises du CAC 40, dont Bouygues, Total ou Orange. Avec ses ressources minières, son pétrole, ses cultures d'exportation (vanille, café), sa taille (« La Grande île » recouvre 587 000 km², presque la superficie de l'Hexagone), sa position géographique stratégique au large des côtes orientales de l'Afrique, Madagascar a vite attiré les convoitises de la France.

MADAGASCAR : UNE COLONIE FRANÇAISE ENTRE 1896 ET 1960

À la suite de l'expédition militaire de 1895, la France s'installa à Madagascar. Sous la domination française, travail forcé, réquisition des récoltes à bas prix et « délit d'opinion » ont constitué le quotidien des Malgaches.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, un mouvement indépendantiste s'était développé qui aboutit à l'insurrection de mars-avril 1947. L'armée française brûla des villages, sema la terreur : en tout, de l'ordre de 100 000 personnes furent tuées par l'armée dépêchée par le gouvernement du « socialiste » Ramadier, les exécutions en représailles de l'insurrection se poursuivant jusqu'en 1958.

INDÉPENDANCE POLITIQUE, MAIS MAINMISE DES ENTREPRISES FRANÇAISES

Sous la houlette de De Gaulle, l'impérialisme français, empêtré dans les guerres coloniales, finit par permettre à la plupart de ses colonies d'accéder à l'indépendance dans le cadre de l'Union française. Philibert Tsiranana, ex-député apparenté SFIO, créa le Parti social-démocrate (PSD) qui signa les accords d'indépendance en juin 1960. Une indépendance très limitée,

dans la mesure où l'essentiel des entreprises françaises comme la Société marseillaise de Madagascar, le groupe Colas et les banques comme la BNCI (future BNP) ont pu continuer leur business. Tsiranana fut écarté du pouvoir en 1972, après la répression de la révolte de la paysannerie pauvre dans le sud de l'île en 1971 (entre 800 et 1000 morts) et la révolte étudiante de 1972. La « transition militaire » aboutit à la prise du pouvoir de Didier Ratsiraka en 1975, militaire lui aussi, mais se réclamant d'un socialisme « planificateur » et qui nationalisa les banques et l'industrie. Mais, sans moyens, avec une charge de la dette représentant 80 % de la production, devenu un des plus pauvres du monde, le pays finit par tomber dans les serres du Fonds monétaire international qui imposa une politique « libérale ». Ratsiraka fut contraint de repriver au milieu des années 1980. Les Français étaient alors en pole position : la BNP créa sa filiale, la BNI ; France Câble et Radio, filiale de France Télécom (future Orange), acheta environ 37 % des parts de Télécom Malagasy. Une situation qui s'est prolongée à travers les crises politiques et les régimes dont aucun n'a mis fin à la misère de la population malgache.

ARVO VYLTT • 28/10/2025

Maroc : 70 ans de monarchie mise en place par la République française

C'est au roi Mohamed VI que la GenZ 212 avait adressé ses premières revendications et sa demande de limogeage du gouvernement. Pas tant par croyance au roi et encore moins à sa générosité. Plutôt une démarche de prudence dans un pays où peut vite vous conduire en taule le simple fait de contester ce roi « descendant du prophète ». Sans oublier que c'est la République française, dite « laïque et démocratique » qui a fait monter sur le trône, il y a 70 ans, cette monarchie marocaine religieuse et intouchable.

UN ROI POUR RENDRE L'INDÉPENDANCE FORT DÉPENDANTE

C'était le 30 octobre 1955 que le futur roi Mohamed V était ramené en avion de Madagascar où le gouvernement français l'avait exilé, direction Nice pour de derniers marchandages, puis le Maroc le 16 novembre. Ironie du sort de voir aujourd'hui des Gen Z semblables se révolter dans ces deux ex-colonies où l'impérialisme français (mais pas que lui désormais) continue à empocher les dividendes sur le dos de la population.

Mais, avec la guerre d'Algérie, la principale colonie où la bourgeoisie française tenait à maintenir sa domination directe, mieux valait pour elle passer des compromis ailleurs par des indépendances négociées, mettant en place des gouvernements plus ou moins sous sa tutelle.

Au Maroc, le retour du sultan exilé devenait la carte à jouer pour une indépendance maintenant les intérêts de l'impérialisme. Et la monarchie marocaine a bien joué son rôle jusqu'à aujourd'hui. « C'est à nous [les Marocains] qu'incombe désormais la responsabilité du maintien de l'ordre », déclarait, à la proclamation officielle de l'indépendance en mars 1956, le futur Mohamed V (il a pris ce titre en 1957).

DU MASSACRE DANS LE RIF À LA GEN Z EN PASSANT PAR LA RÉVOLTE DU PAIN

Cela a commencé dès 1956 contre les groupes armés nationalistes qui s'étaient développés au Maroc à l'image du FLN algérien. Puis ce fut la répression de l'insurrection dans le Rif en 1958-59, une des régions les plus pauvres du pays, faisant plusieurs milliers de morts. Les FAR (Forces armées royales), chargées de ces répressions, avaient été créées à l'indépendance avec 14 000 militaires marocains de l'armée française et 10 000 de l'armée de l'autre puissance qui s'était partagé le Maroc, l'Espagne. Les officiers venaient des écoles militaires françaises. Son commandement avait été confié au prince héritier (ancien fétard et futur roi Hassan II) qui rappelait, quelques années plus tard les souvenirs de ces opérations,

menées en commun avec le colonel Oufkir (ancien de l'armée française et de sa guerre d'Indochine), en ces termes : « Lui, jeune officier, moi, célibataire, nous eûmes alors des années fort agréables. »

Sous le règne d'Hassan I (succédant à son père en 1962), ce même ami Oufkir le débarrassa de l'opposant au régime, Mehdi Ben Barka, un ancien dirigeant des luttes pour l'indépendance, en venant lui-même à Paris pour la besogne et ramenant le cadavre au Maroc avec les complicités de la police française. C'était en octobre 1965. Quelques mois plus tôt, en mars, des émeutes avaient éclaté à Casablanca, partant de la jeunesse mais s'étendant vite aux chômeurs et habitants des bidonvilles. Cela n'a pas empêché le général Oufkir d'être liquidé à son tour en 1972 : il n'y a pas de reconnaissance dans ce monde-là.

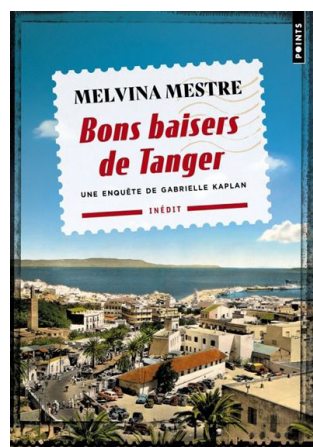
Et, si le roi Hassan II « brava » l'impérialisme espagnol en lançant à l'automne 1975 la grande « marche verte » sur le Sahara occidental, c'est que le mécontentement social au Maroc se manifestait : grève des mineurs de Jeralda en avril 1974 réprimée par la police (deux morts), grève dans les mines de phosphate de Khourigba de janvier à mars 1975. 350 000

marcheurs mobilisés pour une cause dite nationale, rien de tel pour détourner les mécontentements et rallier derrière le roi y compris tous les partis dits d'opposition ! Aujourd'hui le régime marocain y combat toujours les indépendantistes sahraouis, et Macron lui a fait plaisir, il y a un an, en lui en reconnaissant officiellement la souveraineté en échange de quelques nouveaux marchés juteux pour les entreprises françaises.

La « révolte du pain », au printemps 1981, a également marqué le règne d'Hassan II. Les opposants au régime ont rempli les prisons. Le remplacement, en 1999, d'Hassan II par son fils Mohamed VI n'a, ni sur le terrain social, ni sur celui de la répression policière, changé grand-chose au régime marocain, ami de la France et enfant chéri des États-Unis dans la région. Les printemps arabes de 2011 en Tunisie et en Égypte ont entraîné aussi de puissantes manifestations sociales au Maroc, violemment réprimées par la police.

Gen Z a des précurseurs, et bien du pain sur la planche.

OLIVIER BELIN • 28/10/2025



LECTURES

BONS BAISERS DE TANGER

MELVINA MESTRE

Policier Points, 2025, 240 p., 12,90 €

Avec ce troisième roman des aventures de la détective Gabrielle Kaplan, Melvina Mestre poursuit sa description du Maroc des années qui ont suivi la fin de la Deuxième Guerre mondiale, un Maroc colonial, terre de manœuvres des différentes puissances sentant venir la fin du protectorat français.

Bons baisers de Tanger se passe à l'automne 1952, dans cette ville interlope, sous administration internationale, où se côtoient alors espions, flics de tous les pays, responsables politiques français aussi bien

qu'anciens « collabos » qui s'y sont réfugiés, et truands notoires. Cette fois, Gabrielle Kaplan est débauchée par le SDECE, le nom des services secrets français avant qu'ils ne deviennent DGSE en 1982. Nous vous laissons découvrir le détail des magouilles qui constituent l'intrigue policière du roman. Disons seulement que, au-delà du trafic de cigarettes, on assiste à la mise en place de la *French Connection*.

Comme dans ses autres romans, Melvina Mestre esquisse seulement la misère des Marocains du peuple et décrit abondamment, par contraste, le luxe effarant étalé par colons et milliardaires de passage dans cette ville de tous les excès, où l'on peut tout faire en l'absence d'intervention « dans la haute » des polices liées à chaque pays administra-

teur de la cité. Un livre écrit dans le style efficace des polars et très bien construit. Quatre années nous séparent de la fin du protectorat français. De quoi, on l'espère, compléter cette fresque du Maroc de l'immédiat après-guerre par d'autres aventures passionnantes de Gabrielle Kaplan.

JEAN-JACQUES FRANQUIER

• 28/10/2025

Version complète de la critique sur notre site >>



LECTURES

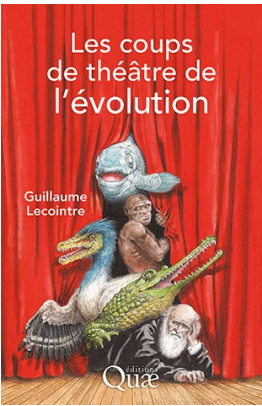
LES COUPS DE THÉÂTRE DE L'ÉVOLUTION

GUILLAUME LECOINTRE

Éditions Quae, 2025, 19,50 €

L'auteur, spécialiste de la phylogénétique (la classification des êtres vivants) et auteur de nombreux ouvrages sur la théorie de l'évolution, présente ici cinquante épisodes de l'histoire de la biologie. La qualité principale du livre est la grande diversité des sujets abordés, que ce soit dans les domaines de la biologie (biologie moléculaire, génétique, paléontologie, écologie, etc.) ou les époques : on en apprend sur les précurseurs (Buffon, Linné, Darwin), mais aussi sur les avancées scientifiques les plus récentes. L'auteur cherche à montrer que le processus de la recherche scientifique n'est pas un long fleuve tranquille, avec sans cesse des retournements de situation et de nombreux désaccords et nuances entre les scientifiques. Le livre s'adresse à la fois à des novices, car il est écrit de façon pédagogique et synthétique, et à des lecteurs plus expérimentés, qui découvriront pas mal de choses et pourront se référer à une bibliographie abondante.

ROBIN KLIMT • 28/10/2025



KOLKHOZE

EMMANUEL CARRÈRE

Éditions P.O.L, 2025, 24 €

Auteur de l'Adversaire (roman sur l'affaire Jean-Claude Romand) et de plusieurs récits autobiographiques, ainsi que de nombreux livres romancés sur la Russie post soviétique, Carrère revient ici sur l'histoire de sa famille, notamment sur sa mère, Hélène Carrère d'Encausse. Cette dernière était une historienne spécialiste de l'URSS, farouche anti-communiste issue d'une famille de Russes blancs. Par des va-et-vient permanents sur l'histoire de sa famille depuis le XIX^e siècle jusqu'aux répercussions de la guerre en Ukraine, le livre fourmille d'anecdotes intéressantes, et de personnages parfois très agaçants mais malgré tout attachants pour certains. Si l'auteur est moins caricatural que sa mère qui, après avoir côtoyé de près les milieux patronaux et politiques, finit sa vie en ardente supporter de Poutine, ou sa grand-tante qui s'exclame « Mais pourquoi ont-ils fait ça ? Cette Révolution ? Nous vivions si bien... », il peine à se détacher du point de vue familial. Persuadé que le bolchevisme est une abomination, il avoue cependant lui-même dès les premières pages être démuni face à l'évolution du monde actuel. Les descriptions souvent passionnantes des décennies qui passent sont pleines de la nostalgie de témoins certes cultivés mais impuissants à peser sur les événements et à les comprendre. Reste le talent indéniable de l'écrivain.

ROBIN KLIMT • 28/10/2025



FILMS

UN SIMPLE ACCIDENT

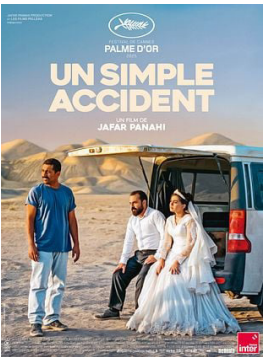
JAFAR PANAH

Le film, sorti en salle le 1^{er} octobre, a obtenu la Palme d'or au dernier festival de Cannes. Un homme, sa femme enceinte et leur petite fille rentrent à Téhéran dans leur voiture qui tombe en panne. L'homme va demander de l'aide dans un atelier voisin. Vahid, qui se trouve dans l'atelier, reconnaît le bruit de la démarche claudicante de celui qui l'a torturé dans les prisons du régime, Eghbal, « La Guibole » parce qu'il porte une prothèse de jambe. Après l'avoir suivi, Vahid enlève Eghbal dès le lendemain et s'apprête à l'enterrer vivant. Avant d'être pris d'un doute... De tentative de reconnaissance en explosions de colère, de certitudes en doutes, les victimes du régime déroulent des bribes de leurs vies fracassées.

Le pouvoir de se venger insuffle chez les victimes une peur vertigineuse. Les dictatures tracent des sillons sanglants dans les âmes et personne n'en sort indemne. Les victimes - serons-nous comme eux ?, mais en fin de compte les bourreaux eux-mêmes, dit Jafar Panahi dans une interview au Point : « ... le sujet est politique, mais le film est avant tout social. [...] Dans le cinéma social que je défends, j'aime l'idée qu'il n'existe pas de mal ou de bien absolu. Je parle d'un système, d'une société, d'une structure qui a fait que les individus empruntent un bon ou un mauvais chemin. »

Tourné clandestinement à Téhéran, sans respecter le port du voile pour les femmes que le régime voudrait imposer, la quasi-totalité du film se passe dans et autour du van de Vahid dans lequel La Guibole est gardé prisonnier. Mais qu'importe la modicité des moyens, c'est son intensité qui fait d'Un simple accident un grand film. Tout s'y passe dans un van, à Téhéran. Mais il pourrait se passer dans n'importe quelle dictature, ou même n'importe où.

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 25/10/2025



A HOUSE OF DYNAMITE

KAHTRYN BIGELOW

Le 24 octobre, Netflix a dévoilé A House of Dynamite, le nouveau film de la réalisatrice américaine Kathryn Bigelow, également autrice de Démineurs (2008) et de Zero Dark Thirty (2012). Ce thriller politique tendu nous plonge dans la gestion d'une attaque nucléaire contre les États-Unis. Tout se joue à la minute près : le pouvoir s'organise dans la panique pour comprendre, décider et réagir face à l'attaque. Les personnages parlent un langage technocratique sur la riposte, sur le calcul des trajectoires pour intercepter le missile, de fenêtres d'opportunité pour contre-attaquer. Mais, en réalité, Bigelow met en scène l'impuissance des personnages et l'incapacité à maîtriser ce que la course à l'armement nucléaire a créé.

Bigelow dépeint une véritable bureaucratie nucléaire nourrie par sa propre inertie, broyant au passage ceux qui la font fonctionner - des êtres humains en chair et en os, qui ne prennent la mesure du danger et ne s'en émeuvent que lorsqu'il est déjà trop tard. Dans cette « maison pleine de dynamite » qu'est la planète, Bigelow rappelle que le danger ne vient pas seulement des armes, mais surtout de l'ordre mondial capitaliste qui les rend nécessaires.

MARTIN ERAUD • 26/10/2025

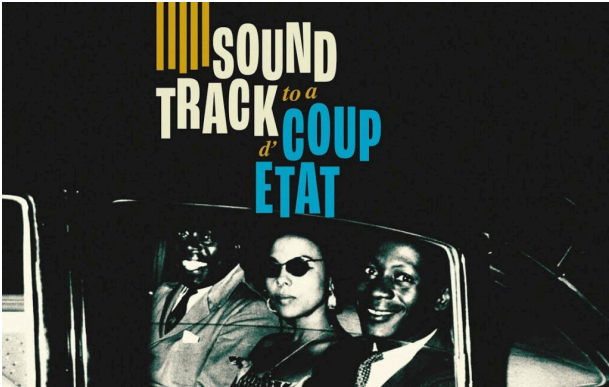


SOUNDTRACK TO A COUP D'ETAT (BANDE-SON POUR UN COUP D'ETAT)

DOCUMENTAIRE DE JOHAN GRIMONPEREZ

Le gouvernement américain qui utilise le jazz comme une arme culturelle, en pleine guerre froide ; des pays qui se décolonisent et tentent d'utiliser l'ONU en étant solidaires ; et la République démocratique du Congo (RDC) où la prise de pouvoir de Lumumba n'arrange pas la CIA en raison de son panafricanisme et de son anti-impérialisme. Telles sont les grandes lignes de ce documentaire alignant d'incroyables interviews d'archives, ponctué de la magnifique « bande son » des stars du jazz recrutés pour amadouer les populations africaines. Mais tous les musiciens ne furent pas dupes. En toile de fond, les immenses richesses en uranium du Congo que les États-Unis et l'Europe veulent s'approprier. Le documentaire retrace pourquoi Lumumba n'a été que sept mois au pouvoir à la tête de la RDC, avant son assassinat par la CIA et ses complices. Un film qui documente de façon extraordinaire les crimes impérialistes en Afrique du début des années 1960.

Cinquante ans après, nous assistons à quasiment le même scénario criminel,



en pire et à une autre échelle, pour que les multinationales mettent cette fois la main sur les quelque 90 métaux rares du sous-sol en RDC, indispensables aux géants du numérique. Donc ne pas manquer également le film Muganga, celui qui soigne, de Marie-Hélène Roux, qui reprend le récit depuis les années 1990, en se focalisant sur les pressions que subit Denis Mukwege, le gynécologue congolais et le fonctionnement de son hôpital (reconstruction physique, psychologique et sociale en direction principalement des femmes victimes de violences sexuelles).

LÉA VESCA • 26/10/2025

Refusons la mise au pas des universités réalisée pour le patronat

Nous en parlons depuis la rentrée : dans plusieurs villes en France, des jeunes « sans facs » s'organisent en collectifs pour lutter contre la sélection et pour obtenir une place. Cette sélection exclut des bancs de l'université de plus en plus d'enfants d'immigrés, d'ouvriers pour répondre aux besoins du patronat qui cherche toujours une main-d'œuvre peu coûteuse et corvéable.

Pétitions, rassemblements, délégations de masse, interventions dans les cours, etc. : depuis plusieurs mois, les collectifs de « sans-facs », soutenus par des organisations syndicales et politiques, notamment l'Unef, se battent pour obtenir des inscriptions de leurs présidents d'université, qui appliquent les mesures les plus indignes de tri social.

Ces mobilisations sont passées à la vitesse supérieure ces deux dernières semaines : les 15 et 16 octobre, les sans-facs ont envahi ou occupé les bureaux et bâtiments des présidences de Lille, Grenoble, et Nanterre, ainsi que la cour du campus à Lyon 2.



RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN AUX SANS-FACS DE NANTERRE, APRÈS L'ÉVACUATION POLICIÈRE. | LUNDI 20 OCTOBRE 2025

À Nanterre le 16 et à Lyon 2, où les sans-facs ont réoccupé les 22 et 23 octobre, les présidentes de fac, Mmes Rolland-Diamond et Von Bueltzingsloewen, ont fait appel aux CRS pour réprimer les occupations. Les collectifs ont répondu avec encore plus de détermination. À Nanterre encore, le lundi 20, un rassemblement en soutien aux sans-facs a rassemblé plus de 250 personnes. Jeudi 23, le collectif s'est réintroduit dans le hall du bâtiment de la présidence, pour exiger qu'un rendez-vous soit donné. Il a été obtenu, alors que la présidente refuse toute négociation depuis des années.

Malgré ces tentatives scandaleuses de bâillonner la mobilisation, les sans-facs sont largement soutenus et ils parviennent à arracher des inscriptions, comme à Lille où une vingtaine de personnes recensées par l'Unef ont fini par obtenir une inscription.



RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN AUX SANS-FACS DE LYON 2, VENDREDI 24 OCTOBRE 2025

Si les présidences d'université refusent autant de négociier, ce n'est pas par manque de place. C'est parce qu'elles ont peur que les collectifs fassent la démonstration que, quand on lutte, on peut gagner. Alors que les attaques du patronat contre les travailleurs et la jeunesse pleuvent (suppression des APL pour les étudiants étrangers hors Union européenne non boursiers, poursuite des coupes budgétaires, débats pour augmenter les frais d'inscription, etc.), il faudrait une riposte d'ampleur. Les collectifs de sans-facs, qui luttent concrètement contre l'austérité dans leurs facs, montrent la voie et sont des points d'appuis à suivre.

ALIX DURANT ET JULES ETIENNE • 28/10/2025

Interview de Fatou et Marie-Ève, étudiantes sans-facs, membres du collectif des sans-facs de Nanterre :



SOLIDARITÉ CONTRE LA RÉPRESSION DES MOBILISATIONS ÉTUDIANTES À ATHÈNES !

Dans la nuit du 13 au 14 octobre, sur ordre du doyen de l'université polytechnique nationale d'Athènes, des policiers lourdement armés sont entrés dans l'université et y ont arrêté quinze étudiants. Les étudiants occupaient les locaux après une décision de l'assemblée générale de l'association des étudiants de l'école d'architecture, en lutte contre la privatisation des universités et la loi autorisant des journées de travail de treize heures (loi contre laquelle s'organisait pour le lendemain une journée de grève générale) et contre l'intensification de la répression des étudiants poussée par le gouvernement de droite « Nouvelle démocratie » – le parti conservateur au pouvoir en Grèce. Dans les heures qui ont suivi, les syndicalistes et soutiens des étudiants, venus exiger leur libération devant le siège de la direction générale de police, ont été violemment interpellés et, pour 23 d'entre eux, ont été placés en détention dans la foulée.

Après l'échec du gouvernement à instaurer une « police universitaire » dans les facultés, la nouvelle loi, dite sur « la discipline étudiante », votée cet été, représente une énième tentative d'intimider le mouvement étudiant. Selon cette loi, toute forme de protestation à l'intérieur des universités peut entraîner des sanctions disciplinaires extrêmes, allant jusqu'à l'exclusion. Le gouvernement de Nouvelle démocratie envoie là un message clair : il veut transformer les directions des facs en juges, et criminaliser la mobilisation étudiante !

Les poursuites contre les étudiants arrêtés à Polytechnique-Athènes s'inscrivent dans cette même volonté de réprimer l'activité syndicale et politique de la jeunesse scolarisée qu'on observe aussi aux États-Unis ou en France. Il faut dire que le gouvernement grec s'inquiète de cette agitation sur les campus, lui qui fait déjà face à la colère des travailleurs et des travailleuses en grève contre une précarité salariale généralisée, colère exacerbée après l'affaire de Tempi (où deux trains sont entrés en collision, faisant 57 morts).

Nous exigeons que les étudiants arrêtés soient acquittés, et nous nous joignons à nos camarades de l'OKDE-Spartakos de Grèce qui ont lancé une pétition dans ce sens. Contre la répression des mobilisations étudiantes, parce que seule notre lutte collective pourra faire reculer les projets austéritaires et autoritaires du patronat, solidarité internationale avec la jeunesse réprimée !

BENJAMIN PALKA • 28/10/2025

Lien vers la pétition



Violences sexistes dans nos universités : on ne se taira pas !

Le 17 octobre, à Rouen, s'est tenue une assemblée générale étudiante, regroupant plus de 150 étudiants : il y a environ un an, une étudiante a subi une agression sexuelle de la part d'un agent de sécurité engagé par la fac et l'étudiante ne peut plus se rendre sur le campus. Aujourd'hui, la fac refuse de mettre en place les aménagements qui lui permettraient de passer ses examens à distance. La fac se cache derrière des prétextes bidons : passer les partiels à distance serait injuste vis-à-vis des autres étudiants. Parce que se faire agres-

ser, c'est « juste » ? En revanche, Sprimont, un prof raciste qui avait poussé un étudiant au suicide l'an dernier, enseigne, lui, en distanciel pour éviter que les étudiants révoltés ne perturbent ses cours.

Nous étions plus d'une centaine à manifester sur le campus le 22 octobre, jour où la victime aurait dû passer son partiel et en a été privée. Nous sommes allés demander des comptes au président et au doyen qui, accompagnés d'agents de la sécurité, avaient décidé

de camper devant les portes verrouillées de la salle d'examen, par peur que celle-ci soit envahie.

Cette affaire rappelle celle de Paris 1, où un prof, Guillaume Gernez, a entraîné nos camarades de Révolution permanente en justice – le procès a eu lieu cette semaine – pour « diffamation », car ils ont relayé un communiqué dénonçant son retour à la fac alors qu'il est accusé de viol par une étudiante. Ces procédures baillonnent les mêmes dans

toute la société : peut-être nos facs tentent-elles de nous enseigner la soumission au système patriarcal ?

Les directions de facs ne comprennent que le rapport de force. À Rouen, un comité de mobilisation s'est créé pour amplifier le mouvement à la rentrée : hors de question de laisser les agresseurs et leurs soutiens faire leur loi.

ANDRÉA CLAU • 27/10/2025

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @npajeunes_revo

**NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES**